

Actes et pièces servant de  
mémoire à consulter. (Pour  
le juif Borach Levy,  
demandant à être baptisé  
sous le nom de [...])

. Actes et pièces servant de mémoire à consulter. (Pour le juif Borach Levy, demandant à être baptisé sous le nom de Joseph-Jean-François-Elie Levy [Levi], contre le curé de Saint-Sulpice.). 1752.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.


**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisation.commerciale@bnf.fr](mailto:utilisation.commerciale@bnf.fr).



## ACTES ET PIÈCES

*servans de Mémoire à consulter.*

22



AUJOURD'HUI est comparu pardevant les Conseillers du Roi, Notaires à Paris souffignés, BORACH-LEVY, Juif, établi à Haguenau en Alsace, étant de présent à Paris, logé rue de Tournon, Hôtel d'Angleterre, Paroisse S. Sulpice.

Lequel a présenté à de Langlard, l'un desdits Notaires, un cahier de papier à lettre contenant six feuillets & une page d'écriture, dont il paroïssoit vouloir qu'on lui donnât une copie signée desdits Notaires; & comme le discours contenu dans cet écrit étoit François, & que le Comparant avoit beaucoup de peine à s'exprimer en notre langue, mais qu'il est apparu ausdits Notaires qu'il l'entendoit mieux qu'il ne la parloit, ils l'ont interrogé, & reconnu par ses réponses qu'il souhaitoit que ce papier qui contient une relation de ce qui lui est arrivé à Paris, fût déposé, & qu'on lui en donnât une expedition; & pour s'assurer par lesdits Notaires, que ladite relation étoit conforme à ses intentions, l'un desdits Notaires lui en a fait lecture posément, phrase à phrase, à chacune desquelles il a fait connoître qu'il l'entendoit, & qu'il l'approuvoit, prévenant même en plusieurs endroits la lecture pour dire la suite; c'est pourquoi lesdits Notaires l'ont annexé à ces présentes, pour lui en délivrer les expeditions nécessaires, après qu'il l'a signée & paraphée en leur présence: Premièrement en caracteres hebraïques dont il se sert ordinairement, & ensuite en caracteres vulgaires, par lui copiés d'après un modele qu'il portoit sur lui; dont du tout lesdits Notaires ont rédigé le présent acte. A Paris ès Etudes, l'an mil sept cent cinquante-deux le treize May; & a ledit Borach signé de même en caracteres hebraïques, & ensuite en caracteres vulgaires d'après un modele, ainsi qu'il est dit en la minute des presentes, demeurée audit M<sup>e</sup>. de Langlard, Notaire.

JE suis âgé de trente-un ans: Je suis né à Haguenau en Alsace, domination de France, Diocèse de Strasbourg. Je suis fils de Moyse-Levy & de Elle-Wolf. J'ai perdu mon pere à Haguenau il y a dix-neuf ans.

A

3569



Ma mere s'est remariée avec Mayer-Aaron, Juif établi à Cerné en Alsace. Je suis moi-même marié à Haguenau depuis seize à dix-sept ans avec Mendel-Cerf, & j'en ai deux filles. Je suis cousin de Moyse-Pline & d'Aaron-Mayer, Juifs résidans à Moutzig près Strasbourg, qui ont été chargés d'entreprises pour le Service du Roi en Allemagne; qui s'en sont acquittés fidelement; qui à ce sujet, ont acquis ici un puissant crédit, & je soupçonne qu'aujourd'hui, dans la situation où je me trouve, ils s'en servent contre moi.

Au mois de Mars 1751, je suis parti d'Haguenau, où j'ai laissé ma femme & mes deux filles avec elle, & je suis arrivé à Paris, d'où je ne suis point sorti depuis; c'étoit pour y suivre une affaire en Reglement de Juges que j'avois au Conseil Privé du Roi, contre le nommé Rooz, au rapport de M. Boutin, Maître des Requêtes, & dans laquelle j'avois pour Avocat ès Conseils, M<sup>e</sup>. Calvel, demeurant rue de la Harpe.

J'ai logé à mon arrivée, chez Boutelot, Aubergiste rue de la Tixeranderie, pendant environ six semaines; ensuite pendant environ sept mois chez Girard, Limonadier rue des cinq Diamans, où j'ai fait diverses connoissances, & entr'autres celle du sieur du Mouffet, qui y demeuroit dès-lors, & qui y demeure encore.

Dans cet intervalle, je me sentis poussé à embrasser la Religion Chrétienne. Je fis part de mon désir au Pere Croust, natif d'Alsace, Jésuite & Confesseur de Madame la Dauphine. Il m'adressa au Pere Lamblat, Dominicain, natif d'Alsace, résidant au Couvent de son Ordre rue S. Jacques, qui parle Allemand, & que j'avois déjà entendu prêcher en cette langue.

Comme le Pere Lamblat étoit surchargé d'occupations dans la circonstance du Jubilé universel, ce Pere



s'excusa de se charger de moi, & il m'adressa à un Prêtre natif d'Alsace, qui sçavoit l'Allemand, qui étoit Habitué dans la Paroisse de St<sup>e</sup>. Marguerite, qu'un Ecclesiastique en place à Paris avoit donné au S<sup>r</sup>. Curé de cette Paroisse comme un Sujet de mérite, & nécessaire pour l'instruction de Soldats Suisses, qui y sont en grand nombre, & qui parlent familièrement la langue Allemande. Le Pere Lamblat ne connoissoit point lui-même ce Prêtre; mais il en pensoit favorablement, parce que ce Prêtre avoit des pouvoirs de Monseigneur l'Archevêque de Paris.

Je suivis le conseil du Pere Lamblat. Je m'adressai à ce Prêtre; il me reçut à bras ouverts; il occupoit une Chambre dans la Communauté des Prêtres de Sainte Marguerite; il offrit de m'y recevoir avec lui. Je l'acceptai; j'y logeai environ trois semaines.

J'entends & je parle également les langues Hébraïque & Allemande. J'entends actuellement le François lorsqu'on me le parle; mais je ne le parle encore que très-peu & très-imparfaitement; c'est pourquoi, j'ai prié une personne qui parle également l'Allemand & le François, de rendre en François ce que je lui dis en Allemand. J'observe encore que je ne sçai lire & écrire que le caractère Hébraïque.

Le Prêtre de Sainte Marguerite m'expliquoit de vive voix le Cathéchisme Allemand d'usage à Strasbourg, & pour me l'inculquer à moi-même, j'écrivois en caractères Hébraïques ce que j'entendois.

Dans le cours de l'instruction, ce Prêtre m'insinua que le Baptême qu'il me faisoit espérer de recevoir bientôt, romproit mon lien conjugal, & que je serois libre d'épouser qui je voudrois; ce qui est assez d'usage en Allemagne à l'égard des Juifs qui embrassent la Religion Chrétienne.



Le commerce que je faisois à Paris m'avoit donné la connoissance du sieur Neffé Compagnon Orfèvre, & de sa femme, qui demeuroient rue de la Parcheminerie. J'y trouvai un jour une fille, à laquelle je ne fis aucune attention pour lors. Sur l'insinuation de ce Prêtre, que je pouvois après mon Baptême, me remarier, que je le devois même, je lui parlai de cette fille; il m'exhorta à penser à elle, m'offrit de m'y aider, m'en procura même l'entre-vûe. Je dis en sa présence à cette fille, que je ne me sentoiss pas éloigné de l'épouser, pourvû que ce mariage me fût permis, que je fusse certain qu'elle avoit été toujours honnête fille, & qu'elle se retirât dans un Couvent jusqu'à la célébration.

Aussitôt le Prêtre la mit dans une Auberge grande rue du Fauxbourg Saint Antoine, par forme d'entrepas, durant quelques jours; il la fit entrer ensuite dans le Couvent de la Trinité, où il lui fournit un lit, & convint de sa pension sur le pied de 300 liv. par an.

Quatre à cinq jours après je fus instruit que cette fille avoit anciennement tenu une conduite dérangée. J'allai sur le champ la trouver. Je lui dis ce que je venois d'apprendre; je lui déclarai que je ne l'épouserois point, & qu'elle n'avoit qu'à s'en aller; elle le fit, & depuis, je ne l'ai pas revûe.

Dans ce même intervalle je fus présenté par ce Prêtre d'abord au sieur Curé de Sainte Marguerite & ensuite à Monseigneur l'Archevêque de Paris; j'en fus accueilli tout au mieux; Monseigneur l'Archevêque chargea même le Prêtre de m'instruire, de me conduire, & de me recommander de sa part au sieur Curé de Sainte Marguerite. Le Prêtre s'acquitta de cette commission.

Quelques jours après le Prêtre me fit part que des Juifs étoient venus lui offrir 800 livres, s'il vouloit me



5

livrer à eux. Il me dit qu'il étoit bien éloigné de me livrer ; mais il m'ajouta qu'il feroit d'avis de recevoir toujours les 800 liv. Je rejettai la proposition ; elle me fit entrer en méfiance contre ce Prêtre , dont la conduite d'ailleurs me paroissoit plus qu'irrégulière.

J'allai m'en ouvrir au Pere Croust , qui me renvoya au Pere Lamblat. Ce dernier , loin d'ajouter foi à ce que je lui confiois , parut s'indigner contre moi , de ce que je décriois ainsi , me disoit-il , le Prêtre même qui m'instruisoit ; & il me dit nettement que je n'avois point d'autre parti à prendre , que de retourner avec ce Prêtre. Je m'y soumis , & j'y retournai.

Au bout de trois ou quatre jours , un Tapissier , faute de paiement , vint retirer tous les meubles qu'il avoit fourni à ce Prêtre ; il nous fallut quitter sa Chambre. Ce Prêtre en loua deux autres dans une Maison près la Raquette. Comme il n'avoit ni meubles ni crédit , & que j'étois obligé de demeurer avec lui par les raisons que je viens de dire , j'achetai un lit & quelques meubles. Je priai le sieur Neffé de me fournir le surplus des meubles dont nous avions besoin ; & sur ce que ce Prêtre assura au sieur Neffé & à moi , que je serois baptisé dans dix à douze jours au plus tard , le sieur Neffé consentit que sa femme accompagnée d'une petite fille de neuf ans qui coucheroit avec elle , vînt loger dans une des deux Chambres , afin de veiller aux soins du ménage , & d'aider dans l'embaras que causeroient nécessairement les préparatifs du dehors pour mon Baptême.

Dix à douze jours passés , la conduite scandaleuse du Prêtre éclata , il lui fallut quitter la Paroisse. Je restai encore cinq à six jours depuis sa sortie dans les deux Chambres près la Raquette. Je cherchois un endroit dans la Ville pour m'y loger. Sur l'indication d'un Allemand ,



je m'adressai rue Zacarie, chez Guery, Aubergiste, qui me promit une Chambre au départ prochain d'un Officier qui l'occupoit. Comme j'avois vû Guery en Alsace, & que j'appris que le Prêtre de Sainte Marguerite étoit logé chez lui, je dis à Guery de se méfier de ce Prêtre, qui s'en iroit sans payer, ce qui effectivement arriva avant que je logeasse dans cette Auberge.

Pour terminer tout ce que j'ai à dire de ce Prêtre, je dois observer qu'il se servit de mon nom, & à mon inscû, pour tirer des secours de la charité de différentes personnes & même du sieur Curé de Sainte Marguerite. Je n'étois alors nullement dans le besoin. Je ne vivois point à sa charge. Je payois exactement ma dépense.

Mon séjour dans les deux Chambres près la Raquete ayant été de quinze à dix-huit jours, j'allai, comme je viens de le dire, loger chez Guery, d'où étoit parti, sous prétexte d'un voyage, le Prêtre qui depuis n'a plus reparu. Je tiens ce fait de Guery même.

Il ne me restoit de ressource pour me préparer au Baptême, que dans le Pere Lamblat. Je lui exposai ma situation, & je le priai de se charger de moi.

Le Pere Lamblat voulut avant tout, être informé de ma conduite sur Sainte Marguerite, & prendre l'agrément de Monseigneur l'Archevêque. Ce Pere fit l'un & l'autre; il s'informa sur la Pâroisse; il écrivit même au sieur Curé de Sainte Marguerite, & il le pria de faire publier au Prône, que si quelqu'un avoit quelque plainte à faire ou quelque créance à répéter contre moi, l'on s'adressât à lui Pere Lamblat. Le sieur Curé de Sainte Marguerite lui fit réponse, que personne ne s'étoit présenté; que lui-même n'avoit aucun reproche personnel à me faire; mais qu'il avoit seulement de violens soupçons sur mon compte, à cause de mon étroite liaison



avec le Prêtre éclipsé, & de l'entrepas de la fille dans l'Auberge du Fauxbourg Saint Antoine, dont j'ai rendu compte. Le Pere Lamblat vit aussi Monseigneur l'Archevêque; il m'y présenta; Monseigneur l'Archevêque me témoigna beaucoup de bonté, il me recommanda au Pere Lamblat, & le chargea expressément de m'instruire & de me conduire. Le Pere Lamblat le lui promit, & me donna ses soins.

Mon Auberge étoit de la Paroisse Saint Severin. Je fus présenté au sieur Curé de Saint Severin d'abord par M<sup>e</sup>. Calvel, ensuite & plusieurs fois par le Pere Lamblat. Quoique le sieur Curé de Saint Severin me reçût obligamment, néanmoins, les occupations dont ce Curé étoit surchargé dans une Paroisse où il n'étoit que depuis un an, ne lui laisserent pas le tems & le loisir de s'intéresser pour moi relativement à mon Baptême. Le Pere Lamblat s'en apperçut, & m'engagea à déloger pour prendre une autre Paroisse. Je pris alors mon logement sur la Paroisse de Saint Sulpice, rue de Tournon, Hôtel d'Angleterre, chez Thibault, Limonadier au Caffé de la Paix. C'est celui que je tiens encore aujourd'hui.

Dès le commencement, & nombre de fois dans le cours du Carême de la présente année 1752, le Pere Lamblat me présenta au sieur Curé de Saint Sulpice & lui témoigna que j'étois instruit & disposé suffisamment pour recevoir le Baptême. Le sieur Curé de Saint Sulpice promit de me l'administrer, & en fixa le jour au Samedi Saint premier Avril dernier. Monsieur le Duc de Châtillon & Madame la Marquise de Rosen devoient me présenter aux Fonts Baptismaux. J'eus l'honneur de la voir à ce sujet, & je lui fus présenté par le Pere Lamblat.



Tout étoit ainsi préparé. Le jour des Rameaux le P. Lamblat risqua d'être assassiné dans son Couvent par un homme qui lui faisant visite, tira un poignard pour le forcer de m'abandonner. Le Pere Lamblat fut saisi d'effroi, & en tomba malade.

Le Mercredi Saint, le sieur Curé de Saint Sulpice, sur une lettre du sieur Curé de Sainte Marguerite, qui ne m'étoit pas avantageuse, alla voir le Pere Lamblat, & lui donna communication de cette lettre. Le Pere Lamblat me justifia si pleinement, que le sieur Curé de Saint Sulpice persévera, nonobstant la lettre, dans la résolution prise de me baptiser le Samedi Saint, & en réitera sa parole; il ajouta cependant qu'il croyoit en devoir prévenir Monseigneur l'Archevêque, qu'il y alloit de ce pas, & qu'il feroit sçavoir ce qui lui auroit été dit.

Le reste du Mercredi Saint, le Jeudi Saint, le Vendredi Saint se passent: point de nouvelles du sieur Curé de Saint Sulpice. J'allai à jeun le trouver le Samedi Saint; il me dit qu'il ne pouvoit plus se mêler de moi, & que le Pere Lamblat & moi viissions Monseigneur l'Archevêque.

Le Jeudi de Pâques 6 Avril, je me rendis avec le Pere Lamblat chez Monseigneur l'Archevêque. Il me dit de retourner à Haguenau, ou de m'en aller à Metz, & que je ne pouvois être baptisé à Paris. Je pris la liberté de lui en demander brièvement, & le plus intelligiblement qu'il me fût possible, la cause. Il me répondit qu'il sçavoit comment j'avois vécu à Haguenau; ce qui m'en avoit fait sortir; quelle vie j'avois menée à Paris, & qu'absolument je n'y recevrais jamais le Baptême: Puis se tournant vers le Pere Lamblat, qui lui représentoit qu'il lui avoit montré le certificat des Magistrats d'Haguenau,



9

Haguenau, qui portoit de moi un témoignage avantageux. Il dit à ce Pere, en me montrant, qu'il se mêloit d'un mauvais Sujet; qu'il feroit fort bien de me laisser-là. Je me retirai aussitôt, le Pere Lamblat resta. Monseigneur l'Archevêque lui défendit de m'instruire davantage; du moins ai-je lieu de le présumer, puisque le Pere Lamblat craindroit de se compromettre, en me rendant les mêmes services.

Je portai le Vendredi 14 Avril, l'original de ce certificat des Magistrats d'Haguenau, & un nouveau Placet chez Monseigneur l'Archevêque. Je ne le trouvai point; je laissai le tout en paquet cacheté à son Suisse.

Par ce Placet, je conjurois Monseigneur l'Archevêque de permettre que je reçusse le Baptême; de ne point croire ce qui se disoit de mal sur mon compte, parce que c'étoit pure calomnie; de ne pas imaginer que ce fût par un sordide intérêt que je demande le Baptême, parce que je suis content, pourvu que je le reçoive, qu'on m'enferme dans un Couvent, ou même à *Bicêtre*, en disposant du bien que j'ai à recouvrer pour y payer ma pension.

J'allai le Mardy 18 Avril, en recevoir la réponse. Monseigneur l'Archevêque me dit qu'il avoit assez parlé de moi, & de m'en aller. Je me retirai, & mon Placet & mon certificat lui demeurèrent. Ce certificat est du 7 Janvier dernier; & le 4 Mars suivant, sur le désir précédemment témoigné par Monseigneur l'Archevêque, il a été légalisé par M. Megret de Serilly, Intendant d'Alsace.

Je fus quelque tems sans sçavoir que devenir. J'avois pris pendant plus de six mois les instructions du Pere Lamblat, & cependant je me trouvois sans ressource. Je frappai à différentes portes pour pouvoir obtenir de Mon-



seigneur l'Archevêque la permission de recevoir le Baptême. Je m'adressai entr'autres personnes au sieur Prieur du Temple ; toutes mes démarches n'aboutirent à rien.

Alors je consultai des Avocats au Parlement ; comme ils remarquerent que j'avois épuisé toutes mesures de devoir , & même toutes les bienfécances , ils me conseillèrent de faire au sieur Curé de Saint Sulpice , par le ministère d'un Huissier , une supplication & réquisition de m'administrer le Baptême , de me fixer le jour qu'il lui plairoit pour cela , à l'effet de quoi je lui exposerois les principaux articles de ma foi ; & en cas de refus , de m'en expliquer les causes. Je les priai d'en dresser le projet ; ils le firent.

Comme je ne connois point d'Officier de Justice je les priai de m'en procurer un ; celui des Avocats chez qui j'étois ne connoissant point lui-même d'Huissier , fit prier un Procureur de son voisinage de lui indiquer le sien. L'Huissier de ce Procureur étoit à la Campagne ; le Clerc de cet Huissier vint , & comme il lui fut dit qu'il falloit un Huissier en personne , il alla chercher , & amena avec lui *Claude Antoine Henry* , Huissier à Cheval au Châtelet de Paris. Le projet dressé fut donné à l'Huissier qui s'y conforma , & fit la signification au sieur Curé de Saint Sulpice le 5 May présent mois. J'assistois en personne l'Huissier , & j'avois pris avec moi *François Cheff* , Tailleur d'habits , qui demeure rue Saint-Dominique Fauxbourg Saint-Germain ; c'étoit afin que comme il parle Allemand & François , en cas que j'eusse à parler , il me servît d'Interprete pour rendre ce que je dirois. L'Huissier étoit assisté encore de deux autres Témoins. Le sieur Curé de Saint Sulpice garda le silence sur ma supplication & réquisition , tant du Bap-



tême que de la fixation du jour : Il répondit uniquement sur celle *En cas de refus d'en expliquer les causes*, qu'il rendroit compte de sa conduite, quand & à qui il appartiendra.

J'ai depuis appris que le soir du même jour 5 May, une Personne supérieure manda *François Cheff*, qui m'avoit servi d'Interprete, lui en fit de vives réprimendes ; lui peignit le risque que lui & l'Huissier couroient ; l'intimida si efficacement, que *Cheff* m'a déclaré qu'il ne me prêteroit plus son service.

J'ai de plus appris que le soir du 9 May présent mois, l'Huissier *Henry* est totalement disparu.

Ces deux dernières circonstances ajoutées à l'offre qui fut faite d'argent au Prêtre de Sainte Marguerite pour qu'il me livrât, & au risque qu'a couru le Pere Lamblat d'être assassiné à mon occasion, me donnent lieu de craindre pour moi-même, & me constituent dans le cas & dans la nécessité de me mettre sous la sauve-garde & protection de Nosseigneurs de Parlement.

C'est pour y parvenir que j'ai rédigé les faits ci-dessus, & que je les ai fait rendre en François.

Et l'original des présentes signé & paraphé dudit *Borach-Levy* est demeuré annexé à la minute de l'acte de dépôt, dont l'expédition est des autres parts, le tout demeuré audit M<sup>e</sup>. de Langlard, Notaire, (*signé*) GARCERAND (&) DE LANGLARD (*avec paraphes. Et en marge est écrit*) Scellé ledit jour, reçu vj sols, (*avec paraphe.*)

*Sommation faite au Sieur CURE*  
**DE SAINT SULPICE.**

**L'**AN mil sept cent cinquante-deux le cinquième jour de May, à la requête de *BORACH-LEVY*, Juif, âgé de trente-un ans, natif d'*Haguenau*, Ville d'*Alsace*, domination de France,



Diocèse de *Strasbourg*, de présent à *Paris*, logé depuis plus de  
 deux mois rue de Tournon à l'Hôtel d'Angleterre, chez le  
 sieur *Thibault*, Limonadier au Café de la Paix, Paroisse *Saint*  
*Sulpice*. Je *CLAUDE-ANTOINE HENRY*, Huissier à Cheval au Châ-  
 telet de *Paris*, y demeurant rue neuve & Paroisse *Saint Merry*,  
 soussigné, assisté dudit sieur *Borach-Levy* en personne, & de  
 mes Témoins ci-après nommés, me suis transporté en la Mai-  
 son Presbyterale du Curé de *Saint Sulpice*, sise rue des *Aveugles*,  
 & y ai demandé à parler à Messire *JEAN DU LAU D'ALLEMANS*,  
 Curé de ladite Paroisse de *Saint Sulpice*, auquel parlant à sa per-  
 sonne, j'ai déclaré que ledit sieur *Borach-Levy*, en continuant  
 la très-humble priere & supplication par lui faite audit sieur  
 Curé de *Saint Sulpice*, dans le cours du Carême dernier, notam-  
 ment le Samedi Saint premier Avril dernier, de lui administrer  
 le Sacrement de Baptême, conformément à l'esperance que led.  
 Sr. Curé de *S. Sulpice* lui en avoit donné, sur le témoignage qu'il  
 étoit instruit des vérités du Christianisme, & suffisamment disposé  
 quant aux mœurs & à la conduite; ledit témoignage donné audit  
 sieur Curé par le Reverend Pere *REGINALD IGNACE LAMBLAT*, Re-  
 ligieux Profes de l'Ordre de *Saint Dominique*, résidant actuelle-  
 ment au Couvent de cet Ordre sis à *Paris* rue *Saint Jacques*,  
 qui s'étoit CHARGE' DE L'INSTRUCTION ET DE LA DIRECTION dudit  
 sieur *Borach-Levy*, SUR LA RECOMMANDATION EXPRESSE DE MON-  
 SEIGNEUR L'ARCHEVESQUE DE *PARIS*, & même conformément à  
 la PROMESSE que ledit sieur Curé avoit faite audit sieur *Borach-*  
*Levy* & audit Pere *Lamblat* de BAPTISER ledit sieur *Borach-Levy*  
 ledit jour Samedi Saint, REITERE par ces présentes ladite priere  
 & supplication, & en tant que besoin requiert ledit sieur Curé  
 de lui accorder le Sacrement de Baptême, qu'il désire avec la plus  
 grande ardeur, sans lequel il est convaincu qu'il n'y a point de  
 salut pour lui. Le supplie, le requiert, & même le SOMME de, à cet  
 effet, fixer, déterminer, & déclarer, dès-à-présent, le jour au-  
 quel il lui administrera le Sacrement de Baptême; déclarant ledit  
 sieur *Borach-Levy*, audit sieur Curé, que fermement il croit de  
 toute la plénitude de son cœur, & confesse de bouche toutes les  
 vérités que croit & professe l'Eglise Catholique, Apostolique &  
 Romaine; notamment la Trinité des Personnes divines dans l'u-  
 nité de l'essence, la vérité du Messie, seconde Personne de la Trinité,  
 qui s'est incarné parmi nous, est né de *MARIE* demeurée Vierge,  
 qui a souffert sous *Ponce-Pilate*, qui a été crucifié, qui est mort,  
 qui a été enseveli, qui est descendu aux Enfers, qui le troisième



jour après sa mort est ressuscité, qui est monté aux Cieux, qui a envoyé le SAINT-ESPRIT; qui viendra juger les vivans & les morts; l'Eglise Catholique, la Communion des Saints, la rémission des péchés par JESUS-CHRIST, la résurrection de la chair, la vie éternelle; & en cas de refus par ledit sieur Curé, de satisfaire aux désirs, à la priere, supplication, réquisition, & sommation ci-dessus, SOMME & interpelle ledit sieur Curé de déclarer présentement les motifs de son refus, aux protestations que fait ledit sieur Borach-Levy de se pourvoir, audit cas dudit refus, par les voyes de Droit, ainsi, & devant qui il appartiendra.

DECLARONS (ce mot est écrit de la main du sieur Curé de Saint Sulpice sur sa copie, mais un de ses Prêtres lui ayant conseillé de ne point écrire & de ne point signer, il a répondu de vive voix ce qui suit :)

Lequeldit sieur Curé de Saint Sulpice a fait réponse : qu'il RENDROIT COMPTE DE SA CONDUITE QUAND ET A QUI IL APPARTIENDRA. Sommé de déclarer s'il avoit autre réponse à faire que celle ci-dessus, A DIT que non; comme aussi, sommé de signer sa réponse, A REFUSE.

Laquelle réponse j'ai pris pour refus; pourquoi, je lui ai déclaré que ledit sieur Borach-Levy se pourvoira sur ledit refus, pardevant qui il appartiendra, ainsi que de raison; pour raison de quoi il fait par ces présentes, toutes réserves & protestations de Droit, & ai à mondit sieur Curé de Saint Sulpice, parlant que dit est à sa personne . . . &c. Signé, Borach-Levy, François Cheff, de Rougemont, le Maître, & Henry, avec paraphes. Contrôlé à Paris le 5 May. 1752.

A MONSIEUR L'ARCHEVESQUE  
DE PARIS.

**L**Es vases d'or sont éprouvés par le feu, & les Elus par la tribulation. Plus on souffre à l'exemple de Jesus-Christ, plus on se rend digne à recevoir son Baptême. C'est à cette fin que je souffre avec patience, même avec une vraie joye, tout ce qui m'arrive de fâcheux. Que les Juifs me persécutent; que les Chrétiens m'abandonnent: loin de me rebuter, je sens que ma foi, ma confiance, mon attachement au Messie, s'en augmentent. Je sçai que pour avoir part à sa gloire, il faut être prêt



à boire dans son Calice ; je suis prêt à y boire jusqu'à la dernière goutte. Oui, MONSEIGNEUR, plutôt vous me verrez mourir à vos pieds que de quitter sans avoir obtenu la permission de me faire baptiser : Car enfin, si vous me refusez, qui est-ce qui m'adoptera ? Si jusqu'à présent VOTRE GRANDEUR m'a traité avec dureté, ce n'a été, sans doute, que pour éprouver la sincérité de ma conversion, & non pour me refuser absolument un Sacrement, qui est le seul moyen pour être sauvé, & que l'Eglise a coutume de donner à tous ceux qui le demandent.

Ne vous arrêtez point à ce que le Curé de Sainte Marguerite vous dit ; je suis en état de prouver que tout est calomnie. Ma conduite a toujours été sans tache. Mais, supposé que j'aye été le plus grand scelerat du monde, je ne le suis plus. J'ai donné des preuves d'un vrai Pénitent ; & si vous doutez de ma confiance, commencez toujours par me donner le Baptême. Vous pouvez ensuite saisir le peu de bien qui me reste, après les dépenses que j'ai faites pour avoir le Baptême, pour m'en faire une pension dans un Couvent, ou à Bicêtre, si vous voulez. Ne me dites plus de retourner dans mon Pays ; que pourrois-je y faire ? Si je rejoins les Juifs, je suis sûr d'être empoisonné, & les Chrétiens sçauront avant que j'y arrive, que vous avez refusé de me baptiser, refus qui suppose des crimes, je ne sçai de quelle nature.

*Copie d'un certificat des Magistrats d'Haguenau donné en forme de Lettre, dont l'original légalisé est entre les mains de M. l'Archevêque.*

A Haguenau ce 7 Janvier 1752.

**M**ONSIEUR,

Le Magistrat est édifié du zèle avec lequel vous agissez pour la propagation de la Foi par la conversion de *Borach-Levy* Juif, natif de notre Ville. Il se fait un devoir de concourir en toutes occasions à des desseins aussi louables.

Il y a lieu d'espérer, Monsieur, que le nouveau Converti, par la grace que le Sacrement de Baptême doit operer, se gouvernera en bon Chrétien ; ce sera une suite de vos bonnes exhortations & instructions . . . . . ( Dans l'original, sont ici des témoignages de la vive & respectueuse reconnoissance des bontés & de la protec-



tion dont feu M. le Duc d'Orleans honoroit BORACH-LEVY.)

A l'égard de sa conduite passée comme Juif, il s'est comporté comme tous les autres de cette Nation. Nous vous aurons en particulier grande obligation de vouloir bien continuer vos soins & votre zele jusqu'à la consommation de cette œuvre salutaire que vous avez si bien commencé.

Nous avons l'honneur d'être avec respect, Monsieur, vos très-humbles & très-obéissans Serviteurs les Prêteur Royal, Stattmâtres & Magistrats d'Haguenau, ROTAU JACOB, Syndic.

Nous Maître des Requêtes, Intendant de Justice & Police & Finances en Alsace, certifions que la Lettre des autres parts est réellement des Prêteur, Stattmâtres & Magistrats de la Ville d'Haguenau. Fait à Paris ce 4 Mars 1752. Signé, SERILLY.

#### CERTIFICAT DE M. DUGUÉ.

**J**E certifie que le nommé BORACH-MOISE LEVY m'a été recommandé au mois de Juillet dernier par les sieurs Moïse Pline & Aaron-Mayer, Juifs, demeurans en Alsace, au sujet d'une affaire qu'il avoit au Conseil, au rapport de M. Boutin, Maître des Requêtes, & que lesdits Pline & Mayer sont de fort honnêtes gens, reconnus pour tels de tous les Officiers Généraux de la dernière Guerre; de Messire de Brou de la Grandville, Conseiller d'Etat, & de beaucoup d'autres personnes de considération, ayant fait de grandes entreprises pour la fourniture des Troupes de l'Armée du Rhin, desquelles ils se sont tirés avec honneur, & à la satisfaction de tout le monde; en foi de quoi je lui ai donné le présent certificat, pour lui valoir & servir. A Paris, le 27 Décembre 1751. Signé DUGUÉ.

#### CERTIFICAT DE M<sup>c</sup>. CALVEL.

**J**E soussigné Avocat au Parlement & aux Conseils du Roi, certifie que BORACH-LEVY, Juif de Nation, demeurant à Haguenau en Alsace, est venu exprès à Paris depuis environ onze mois, à l'effet de poursuivre & faire juger au Conseil d'Etat Privé de Sa Majesté, & au rapport de M. Boutin, Maître des Requêtes, un Procès en Reglement de Juges contre le nommé Simon-Roos, & dans lequel j'étois son Avocat; qu'après être parvenu à le faire juger, & à le gagner avec dépens, il auroit



témoigné vouloir se convertir à la foi Catholique, & qu'après avoir reçu des premières instructions à ce sujet, il se seroit adressé à moi comme son Avocat, & comme lui ayant rendu certains services pendant son Procès, pour me prier de le mettre entre les mains de M. le Curé de Saint Severin ma Paroisse, ce que j'aurois fait en allant moi-même avec lui chez mondit sieur Curé, qui a bien voulu l'accueillir favorablement, & qui a eu la bonté de lui promettre qu'il le favoriseroit, en faisant pour lui tout ce qu'il pourroit, s'il trouvoit en lui des intentions pures & droites; que les choses sont actuellement dans cette situation; enfin, que je n'ai jamais scû, ni qu'il n'est jamais venu à ma connoissance, que ledit Borach-Levy ait rien fait contre la probité, les sentimens & l'honneur; qu'au contraire, je l'ai toujours trouvé très-exact en tout. Fait à Paris ce 3 Janvier 1752. Signé CALVEL.

*Lettre de Mindel-Cerf à Borach-Levy.*

**M**ON CHER MARI,

Les dernières nouvelles qu'on a reçu ici à votre sujet me donnent quelques lueurs d'espérance de vous revoir. Vous êtes encore, à ce que l'on dit, dans votre premier état. Je vous prie de bien réfléchir avant que de faire un faux pas, qui feroit un tort irréparable à votre femme, à vos enfans & à toute votre famille. Il paroît que Dieu exauce mes vœux & les prières que lui adressent de dessous la terre feu votre pere & tous vos ancêtres, puisque vous trouvez tant d'obstacles dans l'exécution de ce que vous aviez envie de faire. Il n'est pas extraordinaire qu'on soit tenté quelquesfois à faire le mal; mais Dieu a des moyens pour nous soutenir & ramener à lui. Dites-moi, mon cher Borach, les biens de ce monde n'étant que passagers, méritent-ils qu'à leur égard vous sacrifiez votre ame, celle de votre épouse & de vos enfans? Helas! Que pensez-vous, vous ai-je jamais donné le moindre sujet de vous plaindre de moi? Si Paris n'étoit qu'à vingt lieues d'ici, j'irois à pied vous y joindre. J'aurois mille choses à vous dire qui sûrement vous tourneroient le cœur. Dieu vous pardonnera tout autre péché, si seulement il vous voit retourner vers nous. On a vendu votre maison; mais cela ne doit pas



pas vous mettre en souci ; je sçais qu'on est prêt à faire tout pour vous , venez donc je vous en conjure. Un chagrin des plus cruel me dévore. Vous avez le cœur naturellement bon , & je me flatte que vous suivrez plutôt les bonnes inspirations de Dieu que celles du Démon qui ne cherche qu'à vous nuire. Si vous aviez le pouvoir de prolonger votre vie tant que vous voudriez , vous pourriez en donner une partie au Monde , & réserver l'autre pour vous réconcilier avec Dieu. Les maladies que vous avez déjà essuyées, vous font connoître que votre complexion n'est pas des plus fortes. La mort pourroit bien vous surprendre dans l'état où vous êtes , & où iriez-vous ? Nous voyons tous les jours des personnes jeunes & vigoureuses partir pour l'autre Monde. Le petit Cerf votre neveu vient de mourir ; sa maladie n'étoit que de trois jours. Je n'en dis pas davantage : vous avez assez de jugement pour comprendre combien vous risquez. Que le Procès à Paris aille comme il pourra , revenez au Pays , je vous pardonne de tout mon cœur. Vous ne devez rien ici & n'avez absolument rien à craindre ; au contraire vous y trouverez tout le monde disposé à vous faire beaucoup de bien. Si vous aimez mieux demeurer à Cerné où est votre mere , je vous y suivrai. Que je serois heureuse si je pouvois vous voir encore avant Pasques pour manger les Azimes avec vous ! Réjouissez-moi incessamment d'une favorable réponse. Votre neveu peu avant sa mort a demandé de vos nouvelles ; il faut donc que je meure , disoit ce bon enfant , sans avoir yû mon cher oncle. Borach , est-il possible que vous puissiez m'oublier totalement aussi bien que votre mere , qui n'a plus que deux jours à vivre ? Grand Dieu ! qui avez voulu que mon mari soit né dans le Judaïsme , attendrissez ses entrailles , inspirez-lui de la compassion pour moi , afin qu'il vienne me rejoindre en bon Juif ; en quoi vous ai-je offensé , Seigneur , pour avoir mérité de si horribles châtimens ! Ce qui augmente mes douleurs , c'est de voir mes pere & mere s'arracher les cheveux de cette aventure. Jamais jeune femme n'a eu tant de malheur que moi : Mais Dieu qui me l'envoie , y mettra fin. Je mets toute ma confiance en lui & me flatte qu'il ne m'abandonnera point. Borach , mon cher Borach , ayez pitié de moi , ne manquez pas de m'écrire ou plutôt de revenir. L'excès de douleur me fait finir ma Lettre & peut-être ma vie.



## CONSULTATION.

**L**E CONSEIL SOUSSIGNE', requis par BORACH-LEVY, Juif, présent, de prendre lecture :

1°. D'une expédition contenant acte reçu par *de Langlard*, qui en a minute, & son Confrere, Notaires à Paris, le 13 May 1752, & un récit de faits dont l'original présenté, certifié, & signé dudit *Borach-Levy*, est annexé à cette minute.

2°. De copie d'un exploit de CLAUDE-ANTOINE HENRY, Huissier à Cheval au Châtelet de Paris, en datte du 5 May 1752, contenant priere & réquisition par *Borach-Levy*, du Sacrement de Baptême, au sieur du Lau d'Allemans, Curé de Saint Sulpice à Paris; ensemble de la fixation d'un jour pour l'administration, & d'expliquer, en cas de refus, les causes du refus; comme aussi la réponse dudit sieur Curé.

3°. De copie d'un quatrième placet donné par *Borach-Levy* le 14 Avril 1752 à M. l'Archevêque de Paris.

4°. De copie par extrait d'un certificat du 7 Janvier 1752, donné par les Magistrats d'Haguenau, légalisé par M. MEGRET DE SERILLY, Intendant d'Alsace, le 4 Mars suivant, & dont *Borach-Levy* a dit que l'original est ès mains de M. l'Archevêque de Paris depuis le 14 Avril 1752.

5°. De copie d'un certificat du 27 Décembre 1751, signé *Dugué*, que *Borach-Levy* a dit être Secrétaire de M. FEYDEAU DE BROU, ci-devant Intendant d'Alsace.

6°. De copie d'autre certificat du 3 Janvier 1752, signé de M<sup>e</sup>. Calvel, Avocat ès Conseils.



7°. De copie d'un écrit que *Borach-Levy* a dit être la traduction d'une lettre à lui écrite par *Mendel-Cerf* sa femme, en Septembre ou Octobre 1751, en caractères hébraïques, partie en langue Hébraïque, partie en langue Allemande.

8°. De l'original d'un Brevet du Roi du 12 Juin 1751, signé LOUIS, & plus bas par le Roi, M. DE VOYER D'ARGENSON, portant permission à *Borach-Levy* de rester trois mois à Paris, & enregistré chez le sieur Lieutenant Général de Police, le 26 du même mois.

Après avoir pris lecture desdites pièces, & que *Borach-Levy* a de vive voix ajouté, que son intention présente, en recevant le Baptême qu'il désire, est de ne point prendre de femme autre que *Mendel-Cerf*, tant que Dieu, qui la lui a fait épouser dans la Religion Juive, lui accordera la grace & la satisfaction de la lui conserver; après que ledit *Borach-Levy* a déclaré que le risque qu'a couru le Pere *Lamblat* le jour des Rameaux 26 Mars 1752, avoit été précédé d'une offre de 4000 l. faite quelque tems auparavant à ce Pere, pour qu'il cessât tout-à-fait de lui donner ses soins; que depuis même la priere & réquisition signifiée le 5 May 1752, au sieur Curé de Saint Sulpice, une Juive nommée la *Dame Salomon*, & d'autres Particuliers ont cherché à le joindre pour lui faire des offres de tout l'argent dont il auroit besoin pour retourner dans sa famille.

Sur ce que *Borach-Levy* demande qu'il lui soit indiqué une route régulière pour se procurer le Baptême dont sans aucune cause, & sans vouloir en expliquer, le sieur Curé de Saint Sulpice lui refuse l'administration, & que M. l'Archevêque de Paris, sur de fausses idées qui lui ont été suggérées, dont il ne veut pas même approfondir la fausseté, ne veut pas permettre qu'il reçoive dans son Diocèse :



E S T I M E que le refus sans cause & sans vouloir en expliquer de la part du sieur Curé de Saint Sulpice , & le refus sur de fausses idées suggerées , sans vouloir même en approfondir la fausseté , de la part de M. l'Archevêque de Paris , ne sont pas légitimes ; que l'unique voye que *Borach-Levy* ait à prendre , est de dénoncer publiquement ces refus à la Puissance souveraine confiée au Parlement , TOUTES LES CHAMBRES ASSEMBLÉES , & de se mettre en même-tems sous la *sauve-garde* & protection de cette Puissance.

Ces deux Propositions ne sont susceptibles d'aucun doute.

### P R E M I E R E P R O P O S I T I O N .

*Les refus dont il s'agit ne sont pas légitimes.*

Pour s'assurer plus facilement de la vérité de cette proposition , il faut d'abord établir : 1°. Ce que c'est que le Baptême , son origine , sa nécessité , & le précepte de son administration. 2°. Que les Juifs y sont appelés aussi bien que les Gentils , & même par préférence aux Gentils. 3°. Que l'administration du Baptême est une dette du Ministre , dont l'acquit est l'accomplissement de la volonté de D I E U , & le vœu de l'Incarnation du V E R B E ; que le refus illégitime d'administrer ce Sacrement est une révolte contre cette volonté & ce vœu. 4°. Que la maxime de n'exclure personne du Baptême appartient au Droit Divin & Canonique , & au Droit Civil. 5°. Qu'anciennement les Evêques étoient chargés de l'administration du Baptême ; qu'aujourd'hui de Droit Divin & même par le concours des deux Puissances , ce sont les Curés qui en sont chargés. 6°.



Quand est dûe l'administration du Baptême, & quand elle n'est pas dûe. 7°. Combien dure le Catéchuménat. 8°. Quels sont les effets du Catéchuménat.

Ensuite en appliquant les principes à l'espèce proposée, la preuve de la première Proposition se trouvera démontrée.

### §. I.

*Ce que c'est que le Baptême, son origine, sa nécessité, le précepte de son administration.*

Le Baptême est un Sacrement que JESUS-CHRIST a institué, qui régénère en lui ceux qui le reçoivent; qui en imprimant sur eux son caractère d'une manière ineffaçable, les donne à Dieu & à son Eglise pour enfans, & sans lequel, depuis la descente du SAINT-ESPRIT (a) il n'y a point de salut pour l'homme.

(a) Pontas (d'après Sylvius) Dictionn. des cas de consc. au mot Baptême.

Le Baptême est le premier des Sacramens; c'est lui qui donne le droit de participer aux autres Sacramens (b): *Baptismus Sacramentorum fundamentum, & Janua reliquorum.*

(b) Boniface VIII. in cap. 2, de cognat. Spiritu, in textu.

Saint Jean-Baptiste avoit figuré ce Sacrement par le Baptême d'eau qu'il donnoit, & il l'avoit annoncé en termes exprès, en disant de JESUS-CHRIST (c): *CELUI qui vient après moi, qui est plus puissant que moi, dont je ne suis pas digne de porter les souliers, d'en délier même les cordons, vous baptisera dans le Saint-Esprit & dans le feu.*

(c) Math. 3. 11. Marc. 1. 7. & 8. Luc. 3. 16. Jean. 1. 33.

JESUS-CHRIST n'a pas dédaigné la figure; il a voulu être lui-même baptisé par Saint Jean-Baptiste (d). Par cette conduite il indiquoit dès-lors le besoin que tout homme auroit du Sacrement de Baptême pour lui appartenir; il en a en effet établi la nécessité, en disant

(d) Math. 3. 13-17. Marc. 1. 9-11. Luc. 3. 21 & 22. Jean. 1. 29-34.



(a) Jean, 3. 5. à Nicodème (a), que, si un homme ne renaît de l'eau & du SAINT-ESPRIT, il ne peut entrer dans le Royaume de Dieu.

(b) Id. 3. 22. Ce divin Sauveur a lui-même administré ce Sacrement. Saint Jean le dit expressément dans son Evangile (b) : Après cela JESUS étant venu en Judée, suivi de ses Disciples, il y demeuroit avec eux, & y BAPTISOIT; & SaintClement d'Alexandrie, qui est mort vers l'an 217 de JESUS-CHRIST, atteste également que JESUS-CHRIST baptisoit, en disant dans le livre, de ses hypotyposes ou institutions, que JESUS-CHRIST baptisa Saint Pierre (c).

(c) Dom Remy Ceillier, tom. 2. chap. 26. Art. 7. §. 12.

(d) 4. 2.

Il est vrai que Saint Jean dit dans un autre endroit que JESUS ne baptisoit pas lui-même; mais qu'il faisoit baptiser par ses Disciples (d). La différence apparente de ces deux passages de S. Jean ne les rend pas contradictoires, l'Esprit Saint ne pouvant jamais être contraire avec lui-même dans les vérités, même de fait, qu'il daigne révéler aux hommes; & supposé qu'il fallût entendre & interpréter les passages de Saint Jean & de Saint Clement par cet autre passage de Saint Jean, il seroit toujours également certain que l'institution du Sacrement de Baptême est de JESUS-CHRIST, & qu'il en autorisoit dans le cours de sa vie mortelle la pratique. Les Pharisiens eux-mêmes pensoient ainsi; car Saint Jean dit (e) qu'ils avoient appris que Jesus-Christ faisoit plus de Disciples, & qu'il BAPTISOIT plus de personnes que Jean.

(e) 4. 1.

(f) Math. 28. 18 & 19.

JESUS-CHRIST depuis sa résurrection a été bien plus loin; il a ordonné cette pratique par un commandement formel, & il a exprimé toute la force de son commandement, en déclarant qu'il dériveroit de sa puissance. Toute puissance, a-t'il dit à ses Apôtres (f) m'a été donnée dans le Ciel & sur la Terre. Allez donc & instruisez tous



les peuples en les BAPTISANT au nom du Pere , du Fils & du Saint-Esprit . . . Répandez-vous ( a ) dans tout le monde , & prêchez l'Évangile à toute créature. Celui qui croira , & sera baptisé , sera sauvé. ( a ) Marc. 16. 15 & 16.

C'est sans doute, en conséquence de cet ordre d'administrer le Baptême , & attendu la nécessité de ce Sacrement pour le salut, que les Peres assemblés à Trente déclarent anathème quiconque dira ( il est plusieurs manieres de dire ) qu'il est indifférent d'être ou de ne pas être baptisé , & que le Sacrement de Baptême n'est pas nécessaire au salut. *Si quis dixerit ( b ) BAPTISMUM liberum esse , hoc est , non necessarium ad salutem , ANATHEMA SIT.* ( b ) Synod. Trident. sess. 6. de Baptismo , Can. 4.

## §. I I.

*Les Juifs & les Gentils appelés au Baptême ,  
les Juifs par préférence.*

En introduisant le Baptême , en établissant sa nécessité , en ordonnant son administration, JESUS-CHRIST n'a excepté personne. *Instruisez tous les peuples en les baptisant*, a-t'il dit : *Prêchez l'Évangile à toute créature.*

Les Juifs ne sont donc pas exclus , puisqu'ils font partie des Créatures de Dieu , & qu'ils font du nombre des Nations & des Peuples de la Terre. D'ailleurs JESUS-CHRIST né au milieu d'eux n'étoit envoyé que pour eux, lui-même le dit ( c ) expressément , en répondant à la Cananée : *NON SUM MISSUS NISI AD OVES quæ perierunt DOMUS ISRAEL* ; & Saint Paul , dans une prédication aux Juifs d'Antioche de Pisidie , le répète : » C'est à vous , » mes freres , dit-il , qui êtes enfans de la race d'Abraham ( d ) & c'est pour ceux d'entre vous qui ont la » crainte de Dieu , que le Verbe du Salut a été envoyé : ( c ) Matth. 15. 24. ( d ) Act. 13. 16.



» *Viri Fratres , filii generis Abraham , & qui in vobis ti-*  
 » *ment Deum , vobis Verbum salutis hujus missum est.* C'est

(a) A&A. 13. 46.

» à vous ( leur ajoute-t'il ( a ) ensuite en les voyant rem-  
 » plis contre lui d'un faux zele , & blasphêmer , ) c'est à  
 » vous qu'il falloit annoncer d'abord le Verbe de Dieu. «  
*Vobis oportebat PRIMUM loqui Verbum Dei ;* & en le leur  
 annonçant d'abord , il s'étoit conformé à ce précepte  
 donné par *Jesus-Christ* à ses Apôtres , en leur donnant  
 la mission : » Allez plutôt vers les Brebis perdues de la  
 (b) Math. 10. » Maison d'Israel ( b ) : *Potius ite ad oves , quæ perierunt ,*  
 6. *Domus Israel.*

Si les Juifs ont rejeté le Verbe , s'ils se sont eux-  
 mêmes jugés indignes de la vie éternelle , s'ils ont don-  
 né lieu par leurs impiétés & leurs blasphêmes , d'exécu-  
 ter le précepte du Seigneur , d'annoncer l'Evangile aux  
 Nations , comme le déclare encore Saint Paul en leur  
 disant ( c ) : *Quoniam repellitis illud , & indignos vos ju-*  
 (c) A&A. 13. *dicatis æternæ vitæ , ecce convertimur ad Gentes : Sic enim*  
 46 & 47. *præcepit nobis Dominus ;* ce malheur où ils se sont pré-  
 cipités , ne durera pas toujours ; il aura une fin , lors de  
 laquelle tous se réuniront pour reconnoître *JESUS-*  
*CHRIST* , l'adorer comme Dieu , & recevoir son Bap-  
 tême. Dieu en quelque sorte renouvelle dans le cœur  
 (d) Rom. 11. des vrais Chrétiens , les promesses qu'il a faites ( d ) & à  
 ce peuple & à son Eglise , de cette réunion si désirable ,  
 & il donne de nouveaux gages de la vérité de ses pro-  
 messes & de la certitude de leur accomplissement ,  
 toutes les fois que conservant ce Peuple errant & étran-  
 ger par toute la Terre , il en détache quelques Membres  
 par une grace signalée dans tous les siècles de l'Eglise de  
*JESUS-CHRIST* depuis sa naissance , pour les donner à  
*JESUS-CHRIST* , & les lui incorporer dans le sein de cette  
 divine Épouse.



## §. III.

*Administration du Baptême , dette du Ministre ; acquitter cette dette , c'est accomplir la volonté de Dieu , & le vœu ou la fin de l'Incarnation du Verbe ; refuser le Baptême , c'est une révolte contre cette volonté , c'est s'opposer à la fin de l'Incarnation.*

Le précepte de Jesus-Christ à ses Apôtres , & en eux à leurs successeurs , d'administrer le Sacrement de Baptême , l'entrée du Salut que ce divin Maître y a attaché , & qui rend ce Sacrement , le premier moyen de nous faire arriver à la fin pour laquelle il s'est incarné parmi nous , y est mort , & est ressuscité , prouve que l'administration du Baptême est un devoir que ses Ministres doivent remplir , & une dette dont chacun d'eux est obligé de s'acquitter partout & toutes les fois qu'il en est légitimement requis.

Or , les Ministres du Seigneur sont légitimement requis partout & toutes les fois que quelqu'un , Gentil ou Juif qui n'a pas été baptisé , manifeste une foi sincère & éclairée en JESUS-CHRIST Dieu-Homme , une conduite pure & sans reproche pendant le tems requis pour épreuve , & qu'il demande le Sacrement de Baptême au Ministre préposé en exercice pour le lui conférer.

L'administration du Baptême , en ce cas , est de la part du Ministre , un exercice indispensable du véritable pouvoir qu'il a reçu & qu'il tient immédiatement de Dieu : pouvoir qui ne lui est confié que pour se conformer au vœu & à la fin de l'Incarnation , de la Mort , & de la Résurrection du Sauveur , pour remplir & perpétuer le Ministère du Fils de Dieu , pour satisfaire au pré-



cepte & au commandement formel que JESUS-CHRIST dans sa *toute-puissance* lui a donné, & pour coopérer à l'édifice que Dieu lui-même forme de son Eglise.

De ces vérités, il faut nécessairement conclure que le refus du Baptême dans cette circonstance, est diamétralement contraire au Ministère du Fils de Dieu; qu'il est un mépris du vœu de son Incarnation, de sa Mort & de sa Résurrection. Un pareil refus est un violement de son précepte formel & exprès d'administrer le Baptême; c'est une révolte contre sa *toute puissance*; c'est un abandonnement du pouvoir que les Ministres ont véritablement & uniquement reçu pour coopérer à l'édifice de l'Eglise; c'est une usurpation d'un pouvoir incompatible avec la fin du Ministère, & dont l'exercice, s'il étoit toléré, produiroit nécessairement la destruction & l'anéantissement ( si cela étoit possible ) du Corps mystique de JESUS-CHRIST; c'est par conséquent l'usurpation d'un pouvoir contraire aux promesses de JESUS-CHRIST, d'un pouvoir qu'aucun Ministre n'a jamais pu recevoir, & qui de Droit divin est interdit à tous. Quel est en effet le caractère essentiel & distinctif de la puissance Ecclésiastique? C'est de pouvoir tout pour édifier, de ne rien pouvoir pour détruire, d'être sans autorité contre la vérité, & d'être tout-puissant pour la défendre, pour l'enseigner, pour la faire triompher: *Quam (potestatem) dedit nobis Dominus in ædificationem*, dit Saint Paul,

(a) 2. Corr. 10. 8. *ET NON IN DESTRUCTIONEM.* (a) NON . . . POSSUMUS  
(b) 2. Corr. 13. 8. *aliquid*, dit encore cet Apôtre (b), *ADVERSUS VERITATEM, SED PRO VERITATE.*

Partout, & toutes les fois qu'un Gentil ou un Juif suffisamment instruit & de bonnes mœurs demande le Baptême, quelque soit le Ministre qui refuse de lui administrer ce Sacrement, ce Ministre est donc alors coupable.



ble de schisme ; il ne suit pas l'exemple de JESUS-CHRIST, quoique JESUS-CHRIST ne l'ait donné que pour s'y conformer, *exemplum dedi vobis*, dit-il lui-même (a) *ut quemadmodum feci vobis, ita & vos faciatis* ; il s'élève au-dessus de son Maître contre l'enseignement du Seigneur, qui dit & affirme que le Serviteur n'est pas plus grand que son Maître, & l'Apôtre plus que celui qui l'a envoyé. *Amen, amen dico vobis* (b), *non est Servus major Domino suo, neque Apostolus major est eo qui misit illum*. Il renonce au vrai bonheur que goutent ceux qui sçavent & pratiquent ces vérités, *si hæc scitis, (c) beati eritis, si facietis ea*. Il se retranche soi-même du nombre de ceux que JESUS-CHRIST déclare heureux, & il se place parmi ceux à qui JESUS-CHRIST lui-même annonce qu'ils n'ont aucune part à cette béatitude : *Non de omnibus vobis (d) dico ; ego scio quos elegerim*.

Il ne faut donc plus s'étonner de la sollicitude de l'Eglise, pour ce qui regarde l'administration des Sacramens. Est-elle instruite que ses Pasteurs sont requis de les administrer, aussi-tôt elle leur ordonne de s'acquitter de leur devoir ; mais dès qu'elle apprend que quelqu'un a, par leur négligence, couru risque de mourir sans être baptisé, ou qu'il est sorti de ce monde privé des autres Sacramens, alors elle se hâte de prononcer contre ces Pasteurs les peines (e) les plus rigoureuses. *Pastores ad ministranda Sacramenta vocati, officio suo fungi non tardent, graviter alioqui PUNIENDI ; GRAVISSIME verò, si quem, ipsorum negligentia, SINE BAPTISMO . . . Sacro Viatico . . . ex hac vitâ migrare contigerit.*

(a) Jean. 13: 15.

(b) Jean. 13: 16.

(c) Jean. 13: 17.

(d) Jean. 13: 18.

(e) Synod. P. I. I. Mechl. tit. 2, cap. 5.



## §. I V.

*N'exclure personne du Baptême ; maxime du Droit Divin, du Droit Canonique , & du Droit Civil: Donc son administration est une dette du Ministre.*

Non-seulement l'Eglise veille à ce que les Sacremens soient promptement administrés, non-seulement elle punit très-sévérement ceux de ses Ministres qui ont négligé d'administrer le Baptême , elle veut encore que toute créature sçache qu'il n'est aucun de ses Pasteurs qui ait le droit d'exclure qui que ce soit du Baptême.

C'est sur le fondement de ces vérités que Saint Augustin enseigne que de tous les hommes , depuis l'enfant qui ne fait que de naître jusqu'au vieillard le plus proche de sa fin , il n'y en a pas un qu'il soit permis d'exclure du Sacrement de Baptême (a) : *A parvulo recenter nato , usque ad decrepitum senem ; nullus prohibendus est à Baptismo* : Maxime dont Gratien (b) dans son Décret a formé un Canon.

C'est sur ce même fondement que le Pape Jean II. le 25 Mars 534 , dans une lettre à l'Empereur Justinien I. établissoit que l'Eglise ne ferme jamais son sein à ceux qui se présentent pour y entrer : *Gremium suum (c) NUNQUAM redeuntibus claudit Ecclesia* ; & que par le quatrième Concile de Carthage tenu l'an 398 , il est défendu, Canon 84 (d) , *aux Evêques d'EMPESCHER L'ENTRÉE DES EGLISES aux Payens , aux Hérétiques , ou AUX JUIFS , pour entendre la prédication , & jusqu'à la Messe des Catéchumenes.*

La maxime que le sein de l'Eglise n'est jamais fermé

(a) Enchir. ad Laurent. cap. 49.

(b) De consecratione , dist. 4.

(c) L. 9. Cod. de summa Trinitate.

(d) Analyse ou idée générale des Conciles , imprimée à Cologne en 1706 , première partie , page 82.



à ceux qui s'y présentent, est établie non-seulement dans le Droit Divin & dans le Droit Canonique, mais elle est même aussi établie dans le Droit Civil. En effet, Justinien a inferé cette lettre du Pape Jean II. en son entier dans son Code, & il en a formé deux Loix (a).

(a) L. 7. & 8.  
Cod. de summâ  
Trinitate.

En France spécialement cette maxime est généralement reconnue & adoptée.

Premièrement. Ce Code de Justinien s'y observe, on l'enseigne dans toutes les Ecoles de Droit du Royaume; il a force de Loi dans plusieurs Provinces; il sert pour toutes les autres de *raison écrite*, qui pour n'être pas aussi *imperieuse* que la Loi, n'en agit pas moins puissamment sur les esprits & dans les cœurs.

Secondement. Charlemagne étoit pénétré de cette maxime, lorsqu'en l'année 811, par des Lettres qu'il écrivit à tous les Archevêques de ses Etats, il s'informoit d'eux, comment les Evêques instruisoient les Prêtres & le Peuple touchant le Baptême (b), ce qui procura différens traités sur cette matiere; & un célèbre Historien nous a conservé (c) la naïve observation d'un de ces Evêques, qui remarquoit (d) que ce grand Prince N'AVOIT pas tant DEMANDE' CES ÉCLAIRCISSEMENTS AUX EVESQUES pour lui que pour eux, c'est-à-dire, POUR LES EXCITER A ETUDIER LA MATIERE, & à en instruire les Peuples.

(b) Fleury;  
Hist. Eccles. tom.  
10, liv. 45, §.  
51.

(c) Idem. tome  
10, liv. 46. §. 1.

(d) Theod.  
Evêq. d'Orléans.

Troisièmement. Le Roi Henry II. parloit nécessairement d'après cette maxime, lorsque dans le préambule d'un de ses Edits donnés dans le cours de Février 1556, il déclaroit qu'un des principaux effets du titre de TRES-CHRETIEN qu'il porte, est de faire INITIER les Créatures que Dieu envoie sur Terre en son Royaume, aux Sacre-  
mens par lui ordonnés (e); ce qui comprend le Baptême, qui est du nombre des Sacrements, qui est le premier de

(e) Mem. Apolo-  
g. des sent. du  
Présidial de Reims  
impr. en 1745  
édit. in-12, page  
62.



tous, & sans lequel on ne peut régulièrement être initié aux autres Sacremens.

Quatrièmement. C'étoit à cette maxime que le feu Roi Louis XIV. rendoit hommage, lorsqu'il faisoit éclater le désir qu'il avoit que tous ses Sujets fussent dans le sein de l'Eglise, & lors spécialement que par son Edit du mois de Mars 1685, *touchant la Police des Isles de l'Amerique Françoise* (a), il ordonne que tous les Esclaves qui feront dans les Isles, seront baptisés; il enjoint à tous les Habitans qui acheteront des Negres nouvellement arrivés, d'en avertir les Gouverneurs & Intendants des Isles dans la huitaine au plus tard, & à ces Gouverneurs & Intendants de donner les ordres nécessaires pour faire instruire ces Negres, & les faire baptiser dans le tems convenable.

(a) Recueil  
d'Edits & Ordon.  
Royaux, impr. à  
Paris chez Mon-  
talant, en 1710,  
tom. 2, pag. 1104.

Cinquièmement. L'exécution, dans toute la Domination du Roi, des Canons, des Loix, & des Reglemens dont on vient de rendre compte, spécialement de cet Edit de Louis XIV. du mois de Mars 1685 pour l'Amerique Françoise, est la preuve la plus incontestable de la conservation de cette grande maxime, & qu'elle n'est pas moins solidement gravée dans le cœur de notre Souverain, qu'elle l'étoit dans celui de tous ses religieux Prédécesseurs.

Sixièmement. C'est de cette même maxime enfin, que dérive en quelque sorte l'état des personnes, & la certitude publique de cet état; car c'est par le Baptême qu'on est rendu parmi nous Citoyen, & capable de tous les effets de la Citoyenneté; en sorte que le refus du Baptême emporte exclusion de l'Etat & la perte des privilèges de la Citoyenneté.

C'est donc un délit d'exclure quelqu'un du Baptême, & les Pasteurs que le Droit Divin, le Droit Cano-



nique & le Droit Civil constituent également Débiteurs de l'administration de ce Sacrement, ne peuvent refuser arbitrairement ou absolument d'acquitter leur dette, sans manquer à ce qu'ils doivent à Dieu, à l'Eglise, au Roi, à l'Etat & au Catéchumene, pour le salut duquel le Ministère & les Ministres sont établis.

### §. V.

*Anciennement les Evêques étoient chargés d'administrer le Baptême; aujourd'hui de Droit Divin, & par le concours des deux Puissances, les Curés sont les Ministres ordinaires de ce Sacrement, & tenus même d'en tenir registre.*

En général tout homme est Ministre de ce Sacrement; il peut le conférer, non à soi-même, mais à toute autre personne qui ne l'ayant pas reçu, croit en JESUS-CHRIST Dieu-Homme & Fils de Dieu, au Pere & au Saint-Esprit; qui désire ce Sacrement, & qui le demande.

De ce que tout homme peut baptiser, il s'ensuit qu'il doit être instruit, & qu'il est autorisé à pouvoir discuter la matière du Baptême. Le Conseil soussigné ose donc l'approfondir, à ce titre, autant qu'il lui convient d'en traiter en vertu des degrés qu'il a obtenus dans le Droit Canonique comme dans le Droit Civil, & du serment qu'il a prêté au Parlement, qui lui donne les mêmes prérogatives.

Par une discipline qui remonte aux Apôtres, qui sans doute la tenoient de JESUS-CHRIST même, il est vrai qu'encore que tout homme en général soit Ministre du Sacrement de Baptême, & puisse valablement le conférer, néanmoins il est sagement établi que tout autre qu'un Evêque ou un Prêtre ne doit exercer ce ministère.



(a) Can. *Constat.*  
de Contecr. dist.  
4. S. *August.* de  
Bapt. lib. 3. cap.  
18. n. 23.

*Ceillier*, tome  
12. Art. 117. §.  
133.

que dans le cas d'absolue nécessité (a), comme il se voit par ces termes d'un Canon que rapporte Gratien dans son Décret, & qu'il attribue à un Concile de Carthage : *Constat baptisma SOLIS SACERDOTIBUS esse tractandum* ; & par un passage de Saint Augustin qui dit : *Non nisi in Ecclesiâ Præpositis, & Evangelicâ lege, ac Dominicâ ordinatione fundatis, licet baptizare.*

La mission particuliere pour l'administration de ce Sacrement se donne dans le Sacerdoce ; en sorte que dans le Droit Canonique, c'est proprement à l'Evêque ou au Prêtre qu'il appartient de le conferer.

(b) Matth. 28.  
18 & 19.

(c) Jean. 4. 2.

Il est à observer qu'ayant été ci-devant établi que JESUS-CHRIST avoit expressément ordonné aux Apôtres de baptiser (b), & qu'il avoit fait aussi administrer ce Sacrement par ses Disciples (c), il en résulte qu'à l'égard du Baptême, les Apôtres & les Disciples tenoient chacun de JESUS-CHRIST la même Mission, & étoient les véritables obligés à la dette du Baptême.

Dans la primitive Eglise, cette dette particuliere des Apôtres & des Disciples du Seigneur, c'est-à-dire, l'obligation d'administrer le Baptême, ne pouvoit s'acquitter, hors le cas de nécessité, que par l'Evêque ou de l'ordre de l'Evêque : *Non licet sine Episcopo baptizare*, disoit dans sa lettre à l'Eglise de Smyrne, nombre 8, Saint Ignace, Evêque d'Antioche & Martyr, qui avoit vû S. Pierre & Saint Jean, & qui avoit reçu l'Episcopat par l'imposition de leurs mains (d).

(d) *Ceillier*,  
tome 1. chap. 11.  
Art. 1. §. 1.

Cet usage s'observa à Rome pendant presque les quatre premiers siècles de l'Eglise ; il y a du moins tout lieu de le présumer, quoique dans le livre Pontifical attribué au Pape Damase, on lise que le Pape Evariste, au commencement du second siècle, avoit distribué à ses Prêtres, les titres de la Ville de Rome, *hic titulos in Urbe*



*Urbe Româ divisit Presbyteris* ; & que le même livre Pontifical dans la vie du Pape Denis , dise expressément que ce Pape distribua à ses Prêtres les Eglises , les Cimetieres , & les Paroisses : *Hic Presbyteris Ecclesias divisit , & Cæmeteria Parochiasque* . . . . . ( a ). Ces titres de la Ville de Rome , ces Eglises , ces Paroisses dont il est fait mention dans ce Pontifical Romain , n'étoient au second siècle , que de simples Succursales ; il n'y avoit point de Fonts Baptismaux , & la seule Eglise Cathédrale étoit la vraie & l'unique Eglise Paroissiale.

(a) Thomass. discipl. Eccles. tom. 1. part. 1. chap. 21 & 22. pag. 68 & 69.

Mais le nombre de ceux qui demandoient le Baptême croissant tous les jours , les Papes à Rome , & à leur imitation les Evêques en Afrique , & en beaucoup d'autres endroits dans la fin du quatrième siècle , dans le cinquième , & depuis , se déchargèrent de l'administration du Baptême sur des Prêtres qu'ils distribuerent en différens districts ; & sans détruire les Fonts Baptismaux qui se conservoient toujours dans les Eglises Cathédrales , ils en firent établir dans chacun de ces districts en la principale Eglise , à laquelle se donne aujourd'hui le nom de Paroisse. De sorte que les Prêtres , qui dans leur Sacerdoce avoient reçu de Dieu même immédiatement le pouvoir de conferer le Baptême , furent , par leur titre de Curés , chargés pleinement de cette portion du Ministère , chacun dans le district de la Paroisse à laquelle il fut préposé , ce qui s'est maintenu toujours depuis dans l'Eglise Catholique.

Ce changement s'étoit fait à Rome avant le Pape Saint Leon , qui vivoit dans le cinquième siècle de l'Eglise ; car il parle des Curés , des Paroisses , & des Fonts Baptismaux dans ces Paroisses , en un de ses sermons ( b ).

Le Pere Thomassin parle aussi de ce changement,

(b) Ceillier ; tom. 14 , chap. 11. Art. 3. §. 12. pag. 495 & 496.



& en fixe l'époque au tems du Pape Marcel. Lorsqu'il y eut des Paroisses dans les Villes, dit ce Pere, les Curés y administrerent le Baptême; & le Pape Marcel établit vingt-cinq titres à Rome: *PROPTER BAPTISMUM & Pœnitentiam multorum* (a).

(a) Thomaff.  
tom. 1. part. 1.  
liv. 1, chap. 23.  
pag. 71 & suiv.

Il faut convenir que ce changement de discipline étoit raisonnable; & en effet, la multitude de ceux qui se présentoient pour recevoir le Baptême se multipliant tous les jours, il étoit phisiquement impossible qu'un Evêque fût seul chargé du soin d'administrer ce Sacrement, il lui falloit nécessairement des Coopérateurs, qui étant d'institution divine, pussent être solidairement tenus, comme ses co-débiteurs, d'acquitter cette dette commune.

Le Pape & les Evêques trouvoient de tels Coopérateurs dans la personne des Curés.

L'état des Curés a succédé dans la nouvelle Loi à l'état des soixante-douze Disciples, & dans l'ancienne il a été figuré par le Ministère Lévitique, d'où Gerson conclut (b) qu'il est d'institution divine: *Status Curatorum succedit statui septuaginta duorum Discipulorum CHRISTI quoad legem novam, & figuratus est in antiquâ lege per Levitas; ac proindè Status Curatorum est de INSTITUTIONE CHRISTI* . . . L'état des Curés fait partie de

(b) Consider.  
primâ.

(c) Consider.  
secundâ.

(d) Consider.  
terciâ.

la hiérarchie de l'Eglise (c): *Status Curatorum est de essentiali ac intrinsecâ Ecclesiæ hierarchiâ*. En conséquence, cet état, dans son institution, a pour fin principale, de conduire les âmes à Dieu (d): *Status Curatorum institutus est ad regimen animarum dirigendarum in finem ultimum*. Il ne lui manque rien pour parvenir à cette fin: *Quid dicuntur successores septuaginta duorum Discipulorum, & dicuntur Prælati secundi ordinis, dignitatis, vel honoris, quales sunt CURATI, quibus ex statu & ordinario jure*



CONVENIUNT tres actus hierarchici, PRIMARIE, ESSENTIALITER, ET IMMEDIATE A CHRISTO; qui sunt purgare per correctionem, illuminare per doctrinam & prædicationem, perficere per Sacramentorum ministrationem (a). Les Curés sont spécialement les Ministres légitimes du Baptême (b): *Legitimus Baptismi Minister, est Parochus.*

(a) Gerson, Tom. I. p. 137.

(b) Pontific. Roman. Pauli V.

Lors donc que vers la fin du quatrième siècle & depuis, le Pape & les Evêques ont érigé des Eglises Paroissiales à l'effet de s'associer dans l'administration du Baptême les Prêtres qui y présidoient; ils se sont, en agissant ainsi, conformés à JESUS-CHRIST même, qui, ainsi qu'on l'a déjà observé, faisoit baptiser par ses Disciples (c); & si alors ou dans la suite, quelques Evêques, pour s'occuper plus particulièrement du soin de prêcher l'Evangile, se sont entièrement déchargés sur les Curés de celui d'administrer le Baptême, ces Evêques ont encore par cette conduite, imité Saint Paul, qui dit que ce n'étoit pas pour baptiser que JESUS-CHRIST l'avoit envoyé, mais pour prêcher l'Evangile: *Non enim (d) misit me Christus BAPTISARE, sed evangelizare.*

(c) Jean. 4. 2.

(d) 1. Cor. 1. 17.

En France l'ancien usage dura plus long-tems; il y subsistoit encore dans le huitième siècle, comme il paroît par le Concile de Vernon tenu sous Pepin le 11 Juillet 755, dont le septième Canon porte (e) que devant n'y avoir de Baptistère public qu'au lieu ordonné par l'Evêque, aucun Prêtre ne s'ingérera de baptiser sans la permission de l'Evêque.

(e) Fleury Hist. Eccles. tom. 9. liv. 34. §. 23.

Mais peu après, cet ancien usage se perdit; il s'y fit comme à Rome, en Afrique & ailleurs, des divisions de Paroisses. Cette division se trouvoit déjà faite en 813, comme il paroît par le Concile d'Arles tenu le 10 May, & par le Concile de Rheims, tenu dans le



(a) Fleury tom.  
10. liv. 46. §. 2.  
& 3.

(b) Anal. ou  
idée générale des  
Conciles. Part. 1.  
pag. 276.

(c) Second  
Edition in 12. en  
1714. p. 557.

(d) Var-Espen,  
tom. 1. part. 2. tit.  
2. cap. 2. §. 1.

(e) Id. §. 4.

milieu du même mois (a), Charlemagne regnant alors.

Dans les premiers Canons du Concile (b) de Rheims, il fut réglé que les Prêtres ( ce qui s'entend de ceux préposés aux Paroisses, & de chacun pour son district ) seroient chargés de l'administration du Baptême. Ce Règlement introduisit en chaque Paroisse des Fonts Baptismaux, sans détruire néanmoins ceux des Eglises Cathédrales.

Quelques Evêques alors se réservèrent le soin d'administrer seuls, en certaines Fêtes, le Sacrement de Baptême. Grand-Colas, en son Traité de la Messe & de l'Office Divin, au titre de l'Office (c) du Samedi-Saint, remarque que tel est encore l'usage du Diocèse de Meaux.

Pour peu que l'on réfléchisse sur les vrais principes qui établissent que de Droit divin il appartient aux Curés de conférer le Baptême, & qu'il n'est pas par conséquent d'autorité sur la terre qui puisse en aucun tems les empêcher d'acquitter cette fonction importante, il est étonnant que des Evêques aient assujéti les Curés & le Peuple de leur Diocèse à souffrir qu'en certaines Fêtes, le Baptême ne soit administré que dans l'Eglise Cathédrale.

En effet, quoique les Evêques, en qualité de premiers Pasteurs des Peuples qui leur sont confiés, soient dans leurs Diocèses les Ministres ordinaires du Sacrement (d) de Baptême, il est également vrai de dire que les Curés sont aussi, chacun dans sa Paroisse, Ministres ordinaires de ce même Sacrement, & le droit qu'ils ont de le conférer, est un droit (e) qui leur est propre : *Ordinarius Baptismi Minister imprimis est Episcopus, tanquam Populi sibi commissi primarius & ordinarius Pastor . . . Parochi, sive Presbyteri Parochiales*



*sunt in suis respectivè Parochiis ordinarii Ministri Baptismatis, illudque jure proprio & ordinario ministrant.*

D'ailleurs si la prééminence de la dignité Episcopale rend le consentement des Evêques nécessaire pour la validité de l'érection des Paroisses de leurs Diocèses, ce consentement des Evêques ne porte aucun préjudice au droit des Curés, & il est toujours constant que les Paroisses, une fois érigées, les Curés qui les gouvernent en font d'une manière spéciale les Pasteurs, de telle sorte que leurs Paroissiens ne peuvent valablement recevoir les Sacremens que par leur ministère. *Episcopi (a) distincto populo in certas propriasque Parochias, unicuique suum perpetuum peculiaremque PAROCHUM assignent . . . .*

(a) Concil.  
Trident. sess. 24. de  
reformat. C. 13.

*A QUO SOLO LICITE SACRAMENTA SUSCIPIANT.* C'est ce qui fait dire à Van-Espen (b) que tout ce qui résulte de ce Décret du Concile de Trente, c'est que chaque Paroisse doit avoir son Pasteur, qui préside à ses assemblées Ecclesiastiques, sur lequel tombe principalement & immédiatement le soin & le poids de toute sa Paroisse, & que ses Paroissiens reconnoissent comme leur propre & ordinaire Ministre pour l'administration des Sacremens : *Evincit citatum Decretum Synodi, unicuique Parochiæ suum debere esse Presbyterum qui sit caput Ecclesiastici istius conventus, ET CUI TOTIUS PAROCHIÆ CURA SPIRITUALIS PRINCIPALITER ET IMMEDIATE INCUMBAT; quemque Parochiæ istius Populus ut ordinarium & proprium Sacramentorum Ministrum agnoscat.*

(b) Tom. 1.  
part. 1. tit. 3. cap.  
1. §. 4.

En effet, lorsque le Concile de Trente définit que des Paroissiens ne reçoivent valablement les Sacremens qu'autant qu'ils leur sont administrés par leur propre Pasteur, le Concile n'entend pas par ces mots, *propre Pasteur*, décider que les Evêques ont sur les Paroisses de leurs Diocèses, un droit égal à celui qui appartient à chaque Curé dans sa Paroisse, ou que ceux qui demeu-



rent dans l'étendue d'une Paroisse, doivent regarder leurs Evêques comme leurs Pasteurs propres & immédiats.

PREMIEREMENT. Cette qualité de Pasteurs propres & immédiats ne convient aux Evêques que relativement à leurs Eglises Cathédrales, dit Barbofa (a); mais lorsqu'il s'agit des autres Eglises Paroissiales, elle ne leur convient plus: *Episcopus RESPECTU ECCLESIAE CATHEDRALIS, dicitur propriè & immediatè Parochus, NON VERO ALIARUM PAROCHiarum.*

SECONDEMENT. Les Evêques ne pourroient partager avec les Curés, la qualité de propres Pasteurs des Eglises Paroissiales de leurs Diocèses, que dans le cas où les Curés, à cause de quelque imperfection dans la puissance attachée à leur Mission, auroient besoin de recevoir de la plénitude du caractère Sacerdotal qui se trouve dans les Evêques, ce qui leur manqueroit d'autorité pour conduire efficacement à Dieu, par l'administration des Sacremens, les âmes qui sont confiées à leurs soins, & c'est ce qu'il n'est pas même permis de penser. En effet, dès qu'il est une fois constant que les Curés sont d'institution divine, qu'ils succèdent immédiatement à la Mission des soixante-douze Disciples, il est également certain qu'ils trouvent dans la puissance attachée à leur Mission, toute l'autorité dont ils ont besoin pour s'acquitter envers leurs ouailles, des fonctions du sacré Ministère. *Curati*, dit Gerson (b), *à Christo in suis antecessoribus acceperunt auctoritatem, vel potestatem, immò mandatum & præceptum hierarchisandi subditos suos; ergo Christus eodem actu vel mandato instituit, ordinavit, & præcepit quod ipsi subditi à Curatis hierarchisarentur, & ad eos venirent.*

TROISIÈMEMENT. Le Concile de Trente n'a jamais pensé que les Curés étoient de simples Vicaires,

(a) P. 2. p. 377.  
n. 13. verbo *Evêques*.

(b) De Confil.  
Evangel.



des Prêtres subsidiaires qui n'avoient de Mission & d'autorité qu'autant de tems qu'il plaisoit aux Evêques de les employer, & suivant la mesure de puissance qu'ils jugeoient à propos de leur communiquer; il n'étoit pas même possible que les Peres qui étoient assemblés à Trente, eussent des idées si défavantageuses & si contraires, non-seulement aux droits des Curés, mais encore aux notions les plus communes. En effet, les Peres n'ignoroient pas qu'en 1429, la Faculté de Théologie de Paris n'avoit pas fait difficulté d'affurer que la puissance & la Jurisdiction des Curés, venoit immédiatement de Dieu, ainsi que celle des Evêques, & que rendre témoignage à cette vérité, c'étoit se conformer à la doctrine Evangelique & Apostolique: *Ex textu Evangelii & Doctrinâ Apostolorum habetur expressè Apostolis & Discipulis à Christo missis auctoritatem Jurisdictionis fuisse collatam, dicere inferiorum Prælatorum potestatem Jurisdictionis (sive sint Episcopi sive sint Curati) esse immediatè à Deo, Evangelicæ & Apostolicæ consonat veritati (a).*

(a) Décret de  
la Faculté de Théologie  
de Paris.

Cette Doctrine qui subsistoit avant le Concile de Trente, fait encore aujourd'hui une portion précieuse de la tradition.

Van-Espen, ce sçavant Canoniste, s'élève avec force, contre ceux qui regarderoient les Curés comme les Vicaires des Evêques, ou comme des Prêtres subsidiaires qui n'auroient d'autorité qu'autant qu'il plairoit aux Evêques de leur en communiquer.

Pour avoir une juste idée des droits des Curés dans l'administration des Sacremens & la conduite des ames, il ne faut, suivant Van-Espen, que faire attention au nom qui leur fut donné dès les premières érections des Paroisses, & qu'ils ont conservé jusqu'au milieu



(a) Van-Espen,  
tom. 1, part. 1,  
tit. 22.

du dixième siècle; ils s'appelloient; dit-il (a), Prêtres-Cardinaux: *HUJUSMODI PRESBITERI . . . . . vocabantur CARDINALES*. Ce nom lui fait comprendre toute l'importance de leur Dignité dans l'ordre hiérarchique, & l'étendue de leurs droits. *Sicut cardo fixus & immobilis, ac circa illum valvæ volvuntur: Ita, ajoute-t'il, ita quoque circa illos . . . Presbyteros . . . . . TANQUAM FIXOS ET PROPRIOS ECCLESiarUM CARDINES, Populus eorum curæ commissus in Ecclesiastico regimine & ANIMARUM CURA quodammodo volveretur*. Le surnom de Cardinal que l'antiquité avoit uni à celui de Curé, découvre à Van-Espen toute la différence qui se trouve entre les Prêtres que les Evêques envoyotent desservir des Eglises, & les Curés: A l'égard des premiers, il convient que ce n'étoit que des Mercenaires, des Mandataires des Evêques; mais il soutient que les Curés sont les propres Pasteurs de leurs Eglises Paroissiales: *PRESBYTERI . . . . . CARDINALES in hoc unice ab aliis non Cardinalibus DIFFEREBANT quod ILLI TANQUAM PROPRII & quasi fixi ac immobiles MINISTRI ECCLESiIS SUIS ESSENT INTITULATI; hi verò tanquam adventitii & subsidiarii alicui Ecclesiæ essent assignati; atque ita, juxta veterem Cardinalium nomenclaturam, HODIERNI PAROCHI VERE DICERENTUR PRESBYTERI CARDINALES; VICE-PASTORES verò NON CARDINALES*.

De cette différence essentielle qui se trouve entre les Prêtres, que les Evêques envoient desservir quelques Eglises, & les Curés, Van-Espen conclut qu'ils n'ont jamais eu les mêmes prérogatives, & pour donner à cette vérité un plus grand jour, il distingue le second ordre dans la hiérarchie en trois classes (b). A l'égard des simples Prêtres, il décide qu'ils ne peuvent, même selon la discipline présente, conférer licitement, hors le cas de nécessité,

(b) Van-Espen,  
tom. 1, part. 2,  
tit. 2, cap. 2. §.  
3.



nécessité , le Baptême avec les solemnités requises , sans en avoir la permission expresse de l'Evêque : *Sed nec hodiè Baptismum solemniter & extra casum necessitatis conferre licitè possunt Presbyteri, nisi potestate ab Episcopo acceptâ, & in ipsos ex plenitudine Sacerdoti Episcopalis derivatâ.* Van-Espen comparant ensuite l'ancienne discipline avec la moderne ; il remarque qu'autrefois , c'est à-dire avant l'érection des Paroisses , les Prêtres qui desservoient quelques Eglises , & qui y étoient chargés du soin des ames , dépendoient perpétuellement des Evêques pour l'administration des Sacremens : *Olim Presbyteri, quantumvis curam animarum exercentes, à jussione Episcopi in ipsâ Sacramentorum administratione continuò dependebant ;* mais dès qu'il y eut des Eglises Paroissiales érigées, cette ancienne discipline changea , il s'en établit une nouvelle , selon laquelle les Curés prennent à la vérité des Evêques l'institution Canonique pour pouvoir légitimement exercer les fonctions de leur Pastorat par l'administration des Sacremens ; mais cette institution Canonique une fois reçue , alors les Curés conferent les Sacremens , sans dépendance de l'Evêque , & en vertu du droit que leur donne le titre dont ils sont pourvus : *Hâc modernam inter & pristinam Disciplinam intercedente differentiâ ; quod, juxtâ modernam, PAROCHI accipiant quidem curam animarum ab Episcopo, & per eam jus administrandi Sacramenta : Sed, eâ acceptâ, illa tunc INDEPENDENTER AB EPISCOPO, ac quasi JURE PROPRIO ET ORDINARIO, id est JURE SUI OFFICII ET BENEFICII PAROCHIALIS ADMINISTRENT.*

Cette Doctrine de Van-Espen sur les droits des Curés , n'est point une Doctrine arbitraire & qui puisse être suspecte à cause de sa nouveauté ; dès le neuvième siècle elle étoit en vigueur , & spécialement en 836 , elle for-



moit les décisions du Concile tenu à Aix-la-Chapelle sous Louis le Débonnaire.

Alors, & en conséquence de la nouvelle discipline introduite à l'occasion de l'érection des Eglises Paroissiales, quelques Evêques, bien différens de ceux qui avoient voulu, au préjudice des Curés, se conserver le droit d'administrer seuls en certaines Fêtes, le Baptême, négligeoient de faire l'Office le soir de la veille de Pâques, c'est-à-dire, la bénédiction des Fonts dans leurs Cathédrales : Cette négligence fut blâmée par le Concile d'Aix-la-Chapelle. Par les Canons 9 & 10 (a) de la première partie de ce Concile, il fut enjoint aux Evêques de faire cet Office; mais en même-tems, & pour conserver les droits des Curés, par le Canon 5 de la seconde partie de ce même Concile (b) il fut enjoint aux Prêtres préposés pour les Paroisses d'administrer le Baptême.

(a) Anal. des  
Conciles, I. part.  
pag. 356.

(b) Ibid.

De sorte que l'administration de ce Sacrement est tellement reconnue en France appartenir aux Curés ou Recteurs dans leurs Paroisses, que lorsqu'on a introduit dans le Royaume l'obligation de tenir des registres des Baptêmes, on en a chargé les Curés, auxquels on a ajouté, par identité de raison, les Supérieurs des Hôpitaux & des Maisons mises hors la Jurisdiction des Curés, & ils ont été assujettis, même sous des peines, à ce qui a été prescrit pour la tenue de ces registres.

En effet, par l'Ordonnance de François I. du mois d'Août 1539, après avoir prescrit, article 51, qu'il sera fait registre *en forme de preuve des Baptêmes*, il est ajouté, article 52, que ces registres seront signés *du Curé ou son Vicaire*, en même-tems que d'un Notaire. Article 53, que *le Curé sera tenu* de remettre par chacun



an , le registre au Greffe du Siège Royal, pour y avoir recours.

Par l'Ordonnance d'Henry III. donnée à Blois au mois de May 1579, article 181, il est enjoint aux *Curés* de porter leurs registres aux Greffes des Sièges Royaux dans deux mois après chaque année, & de les affirmer véritables, & il est enjoint aux Greffiers de les y contraindre après ce délai.

Par l'Ordonnance de Louis XIII. du mois de Janvier 1629, qui n'est employée ici qu'historiquement, & relativement au témoignage qu'elle renferme, il est enjoint aux *Curés* de faire par chacun an, *bons & fideles registres de Baptêmes*, & iceux porter dans le premier mois de l'année suivante, aux Greffes des Justices Royales, à peine de 50 liv. d'amende.

Par l'Ordonnance de Louis XIV. donnée au mois d'Avril 1667, titre 20, les *Curés* sont assujettis à tenir *deux registres des Baptêmes* par chacun an; il leur est permis d'en garder un, & d'en délivrer des extraits, & il leur est enjoint de porter l'autre, six semaines après l'année révolue, aux Greffes Royaux.

Par la Déclaration du Roi du 9 Avril 1736, les *Curés* sont tenus d'avoir deux registres; il leur est permis d'en garder un & d'en délivrer des extraits, & il leur est enjoint de porter l'autre au Juge Royal dans six semaines après l'année, à peine de 10 liv. d'aumône.

Dans ces deux dernieres Loix, on assujettit pareillement les Superieurs d'Hôpitaux, ou de Maisons mises hors la Jurisdiction des *Curés*, à la nécessité de tenir des registres des Baptêmes.

Mais les Evêques, dans aucune de toutes ces Loix, ne se trouvent point assujettis à tenir ou à faire tenir à leurs Evêchés des registres de Baptêmes.

L'esprit & la lettre de ces mêmes Loix & la disci-



pline actuelle de l'Eglise découvrent le motif qui a déterminé nos Rois à mettre cette différence entre les Evêques & les Curés, quoique les Evêques soient de Droit divin, ainsi que les Curés, Ministres ordinaires du Sacrement de Baptême.

En effet, par l'article 15 du titre 20 de l'Ordonnance de 1667, & par l'article 32 de la Déclaration du 9 Avril 1736, les Evêques sont seuls assujettis à tenir registres des Tonfures, Ordres Mineurs, & Ordres Sacrés qu'ils conferent, parce que l'administration du Sacrement de l'Ordre leur appartenant, leur étant réservée, & ne se faisant que par eux, ils sont les seuls que l'Etat puisse charger du soin de lui administrer la preuve autentique de la consécration de ceux de ses Membres qui se vouent au Service de Dieu dans le saint Ministère.

Mais les Evêques n'administrant plus le Baptême, & ne tenant point, comme Evêques, de Paroisses particulières; il y a plus, leur Palais, & tous ceux qui l'habitent, leur seule personne exceptée, étant dans la dépendance d'une Paroisse, & sujets à la Jurisdiction du Curé, l'Etat n'avoit aucun motif qui pût le déterminer à assujettir les Evêques à tenir registres des Baptêmes; & il avoit au contraire un intérêt réel de charger les Curés de ce soin, puisque, suivant la discipline moderne, le Baptême ne pouvant être conféré avec les solennités requises, que dans les Eglises Paroissiales, les seuls Curés peuvent lui administrer la preuve autentique de la régénération spirituelle de ses Membres, & de l'origine du droit qu'en qualité d'Enfans de Dieu & de l'Eglise par le Baptême, ils ont à tous les autres Sacremens.

Les Loix du Royaume se réunissent donc aussi aux saints Canons & au sentiment des plus célèbres Théologiens & des plus sçavans Canonistes, pour établir que



l'administration du Sacrement de Baptême appartient aux Curés, *jure sui Officii & Beneficii Parochialis*; qu'ayant en la personne des soixante-douze Disciples, *quorum vicem tenent* (a), reçu immédiatement de Dieu leur Mission, ils sont de Droit divin, & *independentement ab Episcopo*, obligés de remplir cette fonction de leur Ministère; que la Puissance Royale & la Puissance Ecclesiastique ayant eu pour fin principale dans l'érection des Eglises Paroissiales, de faciliter aux Peuples une prompte administration du Sacrement de Baptême, les Curés se trouvent par le concours des deux Puissances, chargés d'acquiescer ce devoir Curial; qu'ils sont conséquemment, en qualité de Curés; non-seulement débiteurs de ce Sacrement envers l'Eglise & l'Etat, mais encore responsables à l'une & à l'autre Puissance, de leur conduite, lorsqu'ils diffèrent trop long-tems, & à plus forte raison, lorsqu'ils refusent de baptiser.

(a) Capit. de Theodulphe Evêque d'Orléans, chap. 1.

## S. V I.

*Quand est dûë l'administration du Baptême?*  
*Quand n'est-elle pas dûë?*

Suivant l'ancienne discipline de l'Eglise, les Adultes non baptisés, mais suffisamment instruits & préparés, ne recevoient le Baptême que le Samedi-Saint & la Veille de la Pentecôte. Dans ces deux solennités l'administration du Baptême étoit dûë.

Aujourd'hui le Curé constitué Ministre du Sacrement de Baptême, n'est plus obligé d'attendre ces deux Fêtes solennelles pour baptiser les Adultes: Ainsi, suivant la discipline actuelle de l'Eglise, toutes les fois qu'un Adulte non baptisé, brûlant du désir de rece-



voir le Sacrement de Baptême, suffisamment instruit des vérités principales du Christianisme, détestant sincèrement les égaremens de sa vie, & étant dans l'habitude comme dans la volonté permanente de conformer sa conduite sur les préceptes de l'Evangile, se présente au Curé de la Paroisse sur laquelle il demeure, à l'effet de le réquerir de lui accorder le Baptême, alors est arrivé le moment où le Curé est constitué débiteur de ce Sacrement, & l'instant dans lequel, sous peine de prévarication dans son Ministère, il est obligé, par l'administration du Sacrement qui lui est demandé, d'acquitter sa dette, à la décharge de l'Eglise & conformément au vœu de l'Etat.

Dans cette circonstance, tout ce qui peut être permis au Curé, se réduit à l'exercice du droit qu'il a d'examiner par lui-même, s'il le peut, ou de s'assurer par le témoignage de ceux qui ont instruit & conduit le Catéchumene, si ce Catéchumene qui se présente à lui pour être baptisé est réellement tel qu'il se dit être: *Nec minus hodie ipsi baptisandi Adulti (a) praviè probandi sunt quam olim; utrum scilicet in fide sat instructi, & vitam anteriorem reverà detestentur.*

(a) Van-Espen,  
tom. 1. part. 2. tit.  
2. cap. 3. §. 37.

Comme la foi sans les œuvres, ou qui n'opere pas par la charité, est une foi morte, une foi de démons, par conséquent une foi insuffisante pour procurer l'avantage d'être initié au nombre des enfans de Dieu & de l'Eglise, il ne suffit pas qu'un Curé, pour qu'il soit obligé de baptiser un Catéchumene, soit convaincu que l'Adulte qui lui demande le Baptême, croit un Dieu en trois Personnes; sçavoir, le Pere, le Fils & le Saint-Esprit; qu'il connoît les Mysteres de JESUS-CHRIST; qu'il est certain que JESUS-CHRIST est le Fils de Dieu fait Homme, le Messie, & celui en qui seul



il peut être sauvé ; qu'il sçait les autres articles du Symbole des Apôtres ; qu'il n'ignore pas les Commandemens de Dieu ; qu'il a une connoissance des vertus théologiques, des Sacremens ; qu'il reconnoît l'obligation d'obéir à l'Eglise & à ses préceptes, de faire pénitence & de mener une vie nouvelle : Il faut encore que le Curé s'assure que le Catéchumene aime Dieu comme source de toute justice ; que c'est cet amour qui l'attire, qui le presse d'être plongé & lavé dans le sang de JESUS-CHRIST ; que c'est cet amour, ce feu divin de la charité qui anime déjà le corps entier de ses actions.

En effet, comme le Baptême ne doit pas être accordé à ceux qui ne veulent pas changer de vie, il ne doit pas aussi être conféré à ceux qui ne prouvent pas l'opération intérieure & surnaturelle de la conversion de leur cœur, par une conduite non-seulement irrépréhensible, mais encore édifiante (a) : *Sicut à sacro Baptismatis fonte rejiciendi sunt qui vitiis ac peccatis obstinatè adhærent ; ita procul ab eo repellendi qui nolunt interioris conversionis signa OPERIBUS dare ; cum inde pateat infectam peccati amore voluntatem adhuc gerere.*

(a) Van-Espen,  
tom. 1. part. 2. tit.  
2. cap. 3. §. 37.

Pour connoître si un Adulte qui demande le Baptême doit ou ne doit pas être baptisé, il suffit donc de connoître avec certitude quel est au vrai son état actuel : S'il est suffisamment instruit & disposé, le moment de le baptiser est arrivé : Si au contraire, il ne se trouve pas suffisamment instruit, s'il n'est pas encore assez disposé, quant aux mœurs, en ce cas il faut différer de lui administrer le Baptême, & l'éprouver.



*Combien dure le Catéchumenat.*

Aussitôt que les Apôtres eurent reçu le Saint-Esprit, ils annoncèrent le Salut par JESUS-CHRIST, & leurs prédications fructifierent en peu de tems.

Le discernement qui faisoit partie des dons répandus sur eux, leur développoit l'opération subite du Saint-Esprit qui rendoit à leurs seules prédications les cœurs disposés & les esprits instruits; de sorte que les Apôtres administroient le Baptême immédiatement après leurs prédications, & sans exiger une plus longue préparation. Les Actes administrent la preuve de ce fait (a).

(a) Act. cap. 2.  
Cap. 3. Cap. 10.  
Cap. 16. &c.

Mais lorsque les Fideles se furent multipliés, & que l'extérieur des dons surnaturels fut devenu plus rare dans l'Eglise, il fut établi, par une discipline Apostolique, un tems d'épreuve pour connoître les Sujets qui se présentoient, & les préparer en même-tems à recevoir le Baptême.

Par le Concile d'Elvire tenu en 305, Canon 42, la durée de cette épreuve ou du Catéchumenat étoit de deux ans (b).

(b) Fleury, Hist.  
Ecclef. tome 2.  
liv. 9. §. 15.

Mais les inconveniens d'un si long retard, & bien plus encore, l'indulgence de l'Eglise perpétuellement animée de l'Esprit & de la Charité de JESUS-CHRIST, ont déterminé cette tendre Mere à réduire la durée du Catéchumenat à un intervalle beaucoup plus court.

Il se trouve deux témoignages incontestables de cette réduction.

Le premier est du Pape S. Sirice, qui par une Décrétale du 11 Février 385, en ordonnant que le Baptême



ne soit , hors le cas de nécessité , administré qu'aux deux Fêtes de Pâques & de Pentecôte , veut qu'à ces Fêtes ( a ) , ceux qui auront donné leurs noms avant quarante jours . . . & qui auront été purifiés dans cet intervalle , puissent être admis à ce Sacrement.

(a) Fleury hist.  
Ecclef. tom. 4.  
liv. 18. §. 34.

Le second témoignage de l'indulgence de l'Eglise se trouve consigné dans un Commentaire sur l'Epître de Saint Paul aux Romains , attribué à Saint Ambroise.

Le vénérable Auteur de ce Commentaire considérant les grandes promesses faites aux Juifs dans le chapitre II de cette Epître de Saint Paul , où leur retour à la Religion Chrétienne est si clairement prédit , use de la même indulgence que Saint Sirice : *Ne ( quod absit ) longa dilatio* , dit ce saint Personnage ( b ) , *retro possit animo Judæorum revocare , cum Fratre nostro Episcopo loci illius loquere , UT POENITENTIA AC ABSTINENTIA QUADRAGINTA DIERUM INDICTA , aut die Dominicâ , aut si celeberrima Festivitas occurrerit , eos , omnipotentis Dei misericordiâ protegente , baptises*. Cet témoignage a paru si autorisé que Gratien en a formé en son Décret un Canon au titre de *consecratione* , dist. 4.

(b) Ceillier ;  
tom. 7. chap. 4.  
art. 5. §. 2.

A la vérité pendant quelques siècles , ce délai en Espagne a été prorogé plus long-tems à l'égard des Juifs.

Par le quatrième Concile de Toledé , & par le Canon 58 que Gratien a aussi inséré en son Décret , même distinction , ce délai a été fixé à huit mois en ces termes : *Judæi quorum perfidia frequenter ad vomitum redit , si ad Leges Catholicas redire voluerint , octo menses inter Catechumenos Ecclesiæ limen introeant ; & si purâ fide nescuntur , tum demum baptismi gratiam mereantur*.

Cet usage particulier à l'Espagne ne s'est point étendu ailleurs ; & celui de l'Eglise Romaine , qui est suivi partout , a prévalu même en Espagne.



Ainsi, suivant la discipline actuelle, le tems du Catéchumenat, ou, ce qui est la même chose, la durée du délai requis pour l'épreuve des Catéchumenes est limitée à quarante jours; c'est ce qu'atteste Van-Espen d'après deux célèbres Evêques Missionnaires (a): *Duo zelotissimi Præsules . . . declarant sibi visum esse: » Ca- » techismi tempus non breviori quàm QUADRAGINTA DIERUM » SPATIO vulgò definire, nec alios ad Baptismum admit- » tendos esse, nisi qui ante QUADRAGINTA DIES nomen de- » derint.*

(a) Van Espen,  
tom. 1. part. 2. tit.  
2. cap. 3. §. 37.

Il peut cependant y avoir des circonstances qui autorisent à proroger ce délai. Si, par exemple, celui qui se présente pour être baptisé, est un homme grossier & peu instruit; s'il ne désire le Baptême que par des vûes d'intérêt; enfin, s'il a donné quelques preuves de la légèreté & de l'inconstance de son caractère: dans toutes & chacune de ces circonstances, l'expérience & l'esprit des saints Canons font assez connoître que le parti le plus convenable & le plus avantageux qu'il y ait à prendre, est de proroger le tems de l'épreuve (b): „ *Cum enim* „ *experientiâ, quæ sacris Canonibus consona est, satis* „ *notum sit diuturniorem moram esse perutilem ad obtinen-* „ *dam in Christianâ fide perseverantiam* . . . „ *diutiùs probari debent rudiores* . . . & *qui* . . . „ *sperant aliquiâ lucri & commodi se consecuturos ex eo* „ *quod Christiani fiant: Ii deniquè qui levis & inconstantis* „ *animi signa aliqua dederunt.*

(b) Ibid.

Mais ces circonstances ne se rencontrant pas, la discipline ordinaire doit être observée à la lettre; en sorte que lorsqu'un Catéchumene, même Juif, qui demande le Baptême, se trouve instruit des vérités dont la connoissance est exigée pour recevoir ce Sacrement, lorsqu'il a été éprouvé & préparé dans le cours du délai requis, sans



que pendant le tems de son épreuve , il y ait eu aucun sujet de reproche à lui faire , alors le Ministre du Baptême , débiteur de ce Sacrement envers ce Catéchumene , doit , sans aucun retardement , acquitter sa dette ; c'est-à-dire , lui administrer le Baptême , parce qu'en ce cas , il ne peut y avoir de cause légitime d'en différer l'administration , & à plus forte raison de refuser de baptiser.

## §. V I I I.

*Quels sont les effets du Catéchumenat ?*

Le Catéchumenat n'ayant été établi que pour disposer au Baptême , il ne peut jamais produire un refus absolu de conférer ce Sacrement , ou de permettre qu'il soit conféré. Un pareil refus est en effet contraire aux desseins de Dieu dans la Création ; aux desseins de JESUS-CHRIST dans le Mystere de la Rédemption ; & enfin , aux desirs & à la conduite de l'Eglise.

Les hommes ne sont créés que pour connoître , aimer & servir Dieu , & ils ne le peuvent connoître , aimer & servir que par JESUS-CHRIST , & dans l'Eglise qu'il a formée. Il est donc nécessaire & indispensable à toute créature , selon les desseins de Dieu dans la Création , d'appartenir à JESUS-CHRIST , & à son Eglise , afin qu'elle puisse remplir la fin pour laquelle elle a été créée : Or , le seul moyen pour appartenir à JESUS-CHRIST & à l'Eglise , est d'être baptisé. Donc refuser le Baptême , & le refuser absolument , irrévocablement , c'est résister aux desseins de Dieu , c'est empêcher une créature raisonnable de connoître , aimer & servir Dieu en la seule maniere qu'il a voulu , lorsqu'il l'a créée , être connu , aimé & servi par elle.



Le refus absolu & irrévocable d'administrer le Baptême, n'est pas moins contraire aux desseins de JESUS-CHRIST dans le Mystere de la Rédemption. Comme tous les hommes étoient morts en Adam, aucun ne pouvoit parvenir à la vie de la grace que par JESUS-CHRIST & en JESUS-CHRIST. De-là la nécessité de son Sacrifice; de-là sa volonté d'être une Victime universelle; de-là sa Charité, qui n'exclut personne du Salut qu'il a mérité par sa mort: Or, refuser irrévocablement & absolument le Baptême, qui est le premier Sacrement par lequel s'opere l'application des mérites de la Mort de JESUS-CHRIST, c'est décider qu'un Catéchumene, qui ne peut désirer d'être Chrétien que parce que JESUS-CHRIST, en l'attirant à lui, veut spécialement le purifier & le sanctifier par l'aspersion de son sang, est exclus de la participation aux mérites de la mort de ce divin Sauveur; que ce divin Sauveur n'est pas mort pour lui procurer le Salut; que JESUS-CHRIST n'est pas la Victime universelle, & que relativement à cet Adulte, le Sacrifice & l'oblation de JESUS-CHRIST n'étoient pas nécessaires pour le faire passer de la mort du péché à la vie de la grace.

Que l'Eglise a des sentimens bien différens! Instruite qu'il n'y a point d'autre nom en qui on puisse obtenir le Salut, que celui de son divin Epoux, elle désire que ce nom ineffable soit imprimé sur le front de toute Créature. Si elle fait entendre sa voix, c'est pour inviter, c'est pour solliciter, c'est pour presser ceux qui sont encore Etrangers à JESUS-CHRIST, de se faire par la régénération spirituelle incorporer dans la Famille des Enfans de Dieu. Si sa prérogative est d'être féconde en tous tems & en tous lieux, par la puissance de son divin Epoux; elle ne se réjouit de sa fécondité que parce



qu'elle enfante à Dieu de vrais Adorateurs. Si sa gloire est d'être universelle, un des principaux motifs qui la détermine à se glorifier de ce privilege qui lui est essentiellement propre & particulier, est qu'il lui procure une occasion plus prochaine & plus prompte d'initier au Christianisme ceux qui demandent le Baptême: Donc rien n'est plus contraire aux désirs & à la conduite de l'Eglise qu'un refus absolu & irrévocable d'administrer ce Sacrement; c'est, sans doute, la raison pour laquelle l'Histoire de l'Eglise ne produit aucun exemple d'un pareil refus, quoique dès les premiers siècles de sa fondation il y ait eu un tems d'épreuve prescrit pour préparer les Catéchumenes au Baptême.

En effet, l'épreuve du Catéchumenat ne peut produire que deux effets qui dépendent uniquement de l'état où le Catechumene se trouve.

Si le Catéchumene est suffisamment préparé & disposé, le Baptême doit lui être accordé; il n'est ni loisible ni possible de lui différer l'administration de ce Sacrement. *Peut-on, disoit Saint Pierre (a), refuser l'eau du Baptême, à ceux qui ont reçu le Saint-Esprit?* Or, la préparation & la disposition intérieure & extérieure du Catéchumene ne peut être que l'effet de l'opération intérieure du Saint Esprit: Donc tout Catéchumene suffisamment disposé & préparé doit être baptisé.

(a) Act. chapitre  
10. vers. 47.

Si au contraire, après la durée du délai requis pour éprouver l'Adulte qui demande le Baptême, il arrive que le Catéchumene ne soit pas encore assez instruit, ou que sa conduite ne soit pas encore irrépréhensible & édifiante; en ce cas, le Pasteur constitué Ministre du Sacrement de Baptême, peut & doit en différer l'administration; mais il ne peut & il ne doit que différer; il ne lui est pas permis, sous ce prétexte, de refuser pour toujours, absolument & irrévocablement.



Il y a plus , le Ministre de l'Eglise doit au Catéchumene un compte des motifs qui l'ont déterminé à différer de le baptiser , & ce devoir est fondé en raisons. Premièrement : Les Ministres des Autels n'étant point Propriétaires de la grace que les Sacremens conferent , l'Eglise même n'ayant reçu de JESUS-CHRIST les Sacremens que comme un dépôt qu'elle est chargée de sa part de distribuer à ceux qu'il rend dignes d'y participer , toute idée de pouvoir arbitraire dans l'exercice des fonctions du Saint Ministère , doit être écartée. Secondement , l'intérêt du Catéchumene rend indispensable le compte que son Pasteur lui doit de ses motifs. Comment , en effet , un Catéchumene pourroit-il connoître ou ce qu'il doit apprendre , ou ce qu'il doit pratiquer , ou ce qu'il doit éviter , si on ne l'instruit pas de la cause actuelle qui rend le délai de son Baptême nécessaire ? Troisièmement , enfin , comme ce délai ne peut avoir d'autre objet que celui d'augmenter dans son cœur la soif & la faim de la vraie Justice , le Pasteur ne doit le lui annoncer qu'avec peine , en lui faisant sentir que les desseins de la divine Misericorde sur lui subsistent toujours ; qu'ils auront , plutôt qu'il ne pense , infailliblement leur effet ; en le conjurant avec des paroles toutes brûlantes du feu du divin Amour , de recourir à l'Auteur de tout don parfait , pour obtenir de lui , & la grace d'une sainte préparation , & la grace d'être au plutôt régénéré spirituellement : Enfin , ce Pasteur ne doit annoncer à son Catéchumene , le délai de son Baptême , qu'en lui faisant connoître en même-tems que c'est la Religion , la sainteté du Sacrement qui l'obligent d'en agir ainsi , & que des soupçons équivoques , des préventions chimériques ne l'ont pas déterminé à lui différer l'administration du Sacrement de Baptême.



Tels sont en substance les vrais principes sur l'administration du Baptême, qu'il s'agit maintenant d'appliquer à celui qui consulte.

*Application des principes. Preuve de la premiere Proposition.*

*Borach-Levy* est Juif, il n'a pas reçu le Baptême; cela paroît constant par la lettre de sa femme, par l'offre faite de 800 liv. au Prêtre de Sainte Marguerite, de 4000 liv. au Pere Lamblat; par le certificat des Magistrats d'Haguenau, ainsi que par ceux du sieur Dugué & de M<sup>re</sup>. Calvel; par le Brevet du Roi du 12 Juin 1751, portant permission de rester trois mois à Paris, permission que les seuls Juifs non baptisés sont dans l'obligation de prendre.

Il désire & demande le Baptême; cela est prouvé par ses démarches au Pere Croust, au Prêtre de Sainte Marguerite, au Pere Lamblat; par la priere & réquisition faite au sieur Curé de Saint Sulpice; par sa priere à M. l'Archevêque; par le récit qu'il a déposé chez de Langlard, Notaire.

Dès qu'il n'a point reçu le Baptême, le Droit Divin, le Droit Canonique & le Droit Civil se réunissent pour soutenir qu'il ne doit pas en être exclus.

Dès qu'il le désire & le demande, les divines Ecritures, les Canons & les Loix séculieres se réunissent pour ne le point rejeter, pour l'y disposer s'il ne l'est pas, & pour l'y admettre s'il y est disposé.

Sa qualité de Juif n'est pas un obstacle à la grace qu'il demande. Les promesses faites par les divines Ecritures à sa Nation sont en sa faveur un motif plus engageant & plus pressant de lui ouvrir la porte du Salut: Po-



° Matth. 10. 6. TIUS ITE AD OVES *quæ perierunt* DOMUS ISRAEL \*.

La médiocrité de sa fortune actuelle ne peut pas l'exclure de la grace du Baptême; la Religion de JESUS-CHRIST n'exige pas, pour qu'on l'embrasse, qu'on soit d'une fortune aisée: D'ailleurs, si ce que dit *Borach-Levy* dans son recit est vrai, qu'il n'a manqué de rien jusqu'à ce qu'on ait scû dans sa famille & dans sa Nation qu'il s'instruisoit du Christianisme & vouloit l'embrasser, & si ce n'est que cette nouvelle qui a déterminé sa Nation & sa famille à lui couper les vivres, c'est un motif de lui hâter le Baptême, bien loin de l'en exclure; & il faut convenir que la lettre de sa femme, que les offres faites à lui-même, au Prêtre de Sainte Marguerite & au Pere Lamblat, sont une présomption bien forte de la sincérité de ces faits, & qu'il seroit difficile de ne pas sentir cette présomption se convertir en preuve à la lecture du dernier Placet où *Borach-Levy* demandant le Baptême à M. l'Archevêque pour toute grace, lui déclare que pourvû qu'il l'obtienne, il sera content qu'on le tienne enfermé dans un Convent ou même à *Bicêtre*.

Il dit avoir été instruit, & préparé par le Pere Lamblat sur la recommandation expresse de M. l'Archevêque de Paris; il suppose le tems qu'il a été entre les mains du Prêtre de Sainte Marguerite & du Pere Lamblat, & ce tems est de plus de *huit mois* de Catéchumenat pour lequel les Canons n'exigent que quarante jours; le fait peut aisément se vérifier; s'il est vrai, son tems de Catéchumenat est plus qu'expiré, & il est dans le cas qu'on ne le proroge pas davantage; les risques de ne pas recevoir promptement un Sacrement si essentiel pour le Salut s'y opposent.

Il est vrai que ce n'est pas assez que ce tems de Catéchumenat



chumenat se soit écoulé, qu'il faut encore être assuré qu'il en a tiré tout le profit nécessaire pour être admis au Sacrement : Mais à cet égard, il n'y a qu'à l'examiner par soi-même & diligemment pour ne pas proroger le risque ; ou s'en rapporter au Pere Lamblat, qui a eu Mission Canonique pour l'instruire & le disposer.

D'ailleurs, après cette Mission du Pere Lamblat ; après l'assurance qu'il a donnée à M. l'Archevêque & au sieur Curé de Saint Sulpice, que le Sujet étoit instruit & disposé ; après la promesse donnée & réitérée par le sieur Curé de Saint Sulpice de lui donner le Baptême ; après la fixation par ce Curé de la cérémonie au Samedi-Saint ; après l'invitation faite à M. le Duc de Châtillon & à Madame la Marquise de Rosen, d'être Parrein & Marreine, le Curé pourroit-il sans se rendre suspect d'affectation, proposer ce nouvel examen ? En tout cas, *Borach-Levy* ne peut se dispenser de s'y soumettre si le S<sup>r</sup>. Curé l'exige : Mais en ce même cas, pour ne pas exposer *Borach-Levy* à un Jugement aussi arbitraire que l'est le refus qui lui a été fait, il conviendrait de commettre ou quelqu'un, autre que le Curé, pour faire l'examen, ou quelqu'un pour assister le Curé, s'il le faisoit lui-même, & pouvoir en rendre compte.

Cet examen ne pourra rouler que sur les vérités dont la connoissance est nécessaire pour le Baptême, ou sur les mœurs de *Borach-Levy* pendant son Catéchumenat.

S'il répond pertinemment sur les vérités, tout sera dit à cet égard.

Quant à ses mœurs, il faudra l'interroger aussi, & recevoir ses réponses ; mais après les avoir reçues, on peut prendre, pour s'informer sans procédure, un tems fort court, à cause du risque, & que le délai requis est expiré,



& il faudra s'en tenir, ou à sa déclaration sur les faits dont on n'aura point reçu de preuve au contraire, ou au témoignage du Pere Lamblat, qui l'a dirigé avec Mission, & après lui administrer le Baptême.

Son récit déposé chez de Langlard, semble indiquer qu'il pourra lui être opposé quatre reproches: Le premier, d'avoir, étant marié, songé à prendre une autre femme que la sienne, d'où il résulteroit qu'il auroit de l'opposition ou au moins de l'indifférence pour sa femme & pour sa famille. Le second, d'avoir presque nécessairement participé aux désordres du Prêtre de Sainte Marguerite, & de l'avoir même suivi chez Guery rue Zacarie. Le troisième, d'avoir par inconstance été trouver le Prieur du Temple. Le quatrième d'avoir cherché à emprunter de l'argent.

Sur le premier article, en se renfermant même dans le récit de *Borach-Levy*, il est certain qu'il a eu tort; car dans la Religion Juive, aussi bien que dans la Religion Chrétienne, le mariage est un lien que Dieu forme lui-même, il n'appartient pas à l'homme de séparer ce que Dieu a joint. *Quod (a) Deus conjunxit homo non separet.* Cette vérité sortie de la bouche de JESUS-CHRIST même, Auteur du Baptême qu'il désire, a été adressée par JESUS-CHRIST aux Juifs, qu'il vouloit directement & personnellement instruire de l'indissolubilité du lien du mariage. L'Eglise de JESUS-CHRIST s'est conformée à cette vérité: 1°. A l'égard même du mariage des Payens. Saint Ambroise en donne une raison admirable. Le Baptême détruit, dit-il, les crimes & non les mariages: *Siquis habuerit uxorem Virginem ante baptismum, vivente illâ, post baptismum alteram habere non potest; CRIMINA ENIM IN BAPTISMO SOLVUNTUR NON CONJUGIA (b).* 2°. A l'égard de toute femme dont le mari est obligé

(a) Math. 19. 6.  
Marc. 10. 9.

(b) Ambr. lib.  
Abraham, cap. 7.  
n. 39.



de se retirer en Pays étranger, & qui ne veut pas l'y suivre, le Concile de Verberie tenu en 753 en contient un Canon précis. *Si . . . inevitabili necessitate cogente, y est-il dit (a), vir in aliam Provinciam fugerit, & uxor ejus eum sequi noluerit, illo vivente illa innupta permaneat.* 3°. A l'égard de tout homme qui s'est séparé d'une femme Payenne; le Concile de Meaux tenu en 845, en porte un Canon exprès, qui dit (b) *Uxore vivente alteram ducere non possit qui infidelem dimisit, testatur Scriptura dicens: alioquin si disceditis ab invicem & volentes cohabitare dimittitis, & aliis vos copulaveritis, adulteri eritis, & filii vestri qui postea nascentur erunt immundi, id est, spurii.*

(a) Can. Nov  
satis 34. quest. 1  
& 2.

(b) Can. Quod  
vero 28. quest. 1.

La Puissance séculière a également fait à ce sujet une Loi pour les Juifs spécialement. Le Code (c) de Justinien en contient une de l'Empereur Theodose le Grand du 30 Décembre 393, par laquelle il est défendu nommément aux *Juifs* de contracter de nouveaux mariages dans le cours d'un premier qui subsiste, & de ne point retenir une coutume contraire dont ils s'étoient fait une Loi par abus: *NEMO JUDÆORUM morem suum in conjunctionibus retineat, nec juxta legem suam nuptias sortiatur, nec IN DIVERSA SUB UNO TEMPORE CONJUGIA CONVENIAT.*

(c) L. 7. Cod.  
de Judæis.

Or, dès que suivant les Canons fondés sur l'Evangile même, un Chrétien sorti du Paganisme, soit que sa femme non convertie le quitte, soit que lui-même la quitte, ne peut, tant qu'elle vit, en épouser une autre: Dès que suivant les Loix séculières, également fondées sur l'Evangile, un *Juif* dans sa Religion même n'a pas la liberté de dissoudre son lien conjugal qu'il a contracté sous les yeux de Dieu, ni d'en contracter un nouveau tant que le premier subsiste; à plus forte raison, le Juif



marié , qui devient Chrétien , doit garder religieusement & inviolablement son lien conjugal. Il est vrai qu'on a des exemples au contraire , & qu'il y a quelques Canons qui semblent les appuyer ; mais il est vrai aussi que ces Canons n'ont été faits qu'en des tems épineux , dans des occasions difficiles , des circonstances embarrassantes , par pure indulgence , en compatissant à la foiblesse humaine , à une foiblesse alors pour ainsi dire universelle , surtout avec la plus sensible répugnance.

Mais en convenant que *Borach-Levy* a eu tort à cet égard , il est nécessaire aussi d'observer : 1°. Qu'il est excusable en ce qu'il avoit été mal instruit sur l'article par le Prêtre de Sainte Marguerite , qui peut-être lui-même étoit sur ce sujet dans l'ignorance des vrais principes , & entraîné dans l'erreur par des exemples qui ne peuvent jamais se considérer comme règles , quelque multipliés qu'ils puissent être. 2°. Il faut de plus remarquer que le cœur & l'esprit n'avoient point de part au consentement que *Borach-Levy* paroïssoit donner de contracter un mariage après son Baptême : En effet , quelques jours s'étoient à peine écoulés depuis son consentement , & cependant il avoit déjà pris sur cet article les sentimens qu'il doit avoir , qu'il tient encore aujourd'hui , & qui sont bien contraires aux premiers qui lui avoient été inspirés. Il y a plus de six mois qu'il a totalement perdu de vûe l'idée qui lui avoit été suggérée , de sorte que le reproche qui lui est fait d'avoir consenti , sa femme étant vivante , d'en épouser une autre , ne peut être aujourd'hui une cause légitime de lui refuser le Baptême.

Accuser *Borach-Levy* de n'avoir pensé à prendre une autre femme qu'en conséquence de l'opposition ou du moins de l'indifférence qu'il a pour celle qui lui est



unie, & pour sa famille, c'est se livrer à des soupçons pour rendre suspecte la droiture de ses intentions, & lui imputer un sentiment qu'il défavoue lui-même.

En effet, quoiqu'il sçache jusqu'où va l'aversion que sa Nation a pour le Christianisme, & qu'il ait tout lieu de craindre humainement parlant que celle de sa femme & de sa famille sera invincible, il ne laisse pas cependant d'avoir pour sa femme & sa famille les mêmes sentimens de tendresse qu'il a ressentis pour des personnes si chères à son cœur, & à qui il a toujours donné des preuves non équivoques d'affection.

D'ailleurs, quand on pourroit supposer qu'au moment & à l'instant de son consentement il avoit pour sa femme & sa famille de l'opposition, ou au moins de l'indifférence, que conclure de ce sentiment dont il s'est repenti dans la suite, qui n'a été que passager, & qui depuis plus de six mois n'est plus la disposition de son cœur ? Regardera-t-on sa faute comme un crime irrémissible ? En penser ainsi, ce seroit tout à la fois heurter de front les notions les plus communes de la Religion & de la raison ; & si sa faute n'est pas une faute irrémissible, dès qu'il est constant qu'il la déteste depuis plus de six mois, c'est-à-dire pendant un délai plus long que celui requis pour s'assurer de la sincère conversion d'un Catéchumene, elle n'est plus une cause légitime pour lui refuser le Baptême.

Sur le second article, le reproche que l'on fait à *Borach-Levy* n'est étayé que sur des conjectures & des soupçons. Mais d'abord, dans quel endroit de l'Evangile, dans quelle décision de l'Eglise a-t-on trouvé écrit que de simples conjectures, des soupçons, autorisoient à refuser pour toujours le Baptême, c'est-à-dire à réduire celui que l'on soupçonne, à l'affreux



nécessité de ne pouvoir être que l'ennemi de Dieu pendant sa vie, & après sa mort la victime éternelle de sa Justice alors inexorable?

De plus, quand le reproche fait à *Borach-Levy*, seroit juste au fonds, c'est-à-dire qu'il seroit prouvé qu'il auroit ou commis lui-même des désordres, ou participé à ceux du Prêtre de Sainte Marguerite, le tout pendant qu'il étoit lié avec ce Prêtre, ce ne seroit pas, plus de huit mois après ces désordres commis, un motif valable pour lui imposer une pénitence particulière préalable au Baptême, parce que le Baptême remet non-seulement le péché originel, mais aussi les péchés actuels, & qu'il les remet non-seulement quant à la *coulpe*, mais même quant à la *peine*; c'est ce qu'enseignent les Catéchismes, ainsi que tous les Théologiens, & entr'autres Pontas en son Dictionnaire des Cas de conscience, au mot *Baptême*. Il ne seroit pas même possible d'exciper de ces désordres à l'effet de s'en faire un prétexte pour différer à *Borach-Levy* le Baptême, parce qu'ayant quitté le Prêtre de Sainte Marguerite en Octobre 1751, & s'étant mis aussitôt entre les mains du Pere Lamblat, il a vécu d'une manière irrépréhensible depuis Octobre jusques aujourd'hui.

En effet, il n'en est pas des Catéchumenes qui ont commis quelques fautes graves avant le délai prescrit pour le Catéchumenat, comme des Fideles qui se sont rendus coupables de péchés mortels. L'Eglise trouvant dans le Baptême un moyen surabondant pour purifier les Catéchumenes, ne s'inquiète à leur égard que du soin de les instruire, & de s'assurer pendant un court délai de quarante jours, de la sincérité de leur conversion & de la pureté actuelle de leurs mœurs. Or *Borach-Levy* a été éprouvé pendant six mois, sans que pendant



ce tems qui que ce soit puisse lui reprocher quelque chose : Donc son Catéchumenat est un tems d'épreuve plus que suffisant : Donc il n'est plus permis de différer son Baptême. D'ailleurs les soupçons qu'on forme à son sujet, sont destitués de toutes preuves ; & dès-là il faut s'en rapporter à sa déclaration, qui suivant son récit, est qu'il n'y a rien à lui reprocher, qu'il n'est point coupable : Il est donc dans le cas où tout Ministre ne peut pas se dispenser de le baptiser.

Sur le troisième article, son récit porte qu'il ne s'est adressé au Prieur du Temple que depuis le premier refus que le Samedi Saint le sieur Curé de Saint Sulpice lui a fait du Baptême, depuis le refus que lui a fait M. l'Archevêque de Paris de permettre qu'il reçût ce Sacrement, depuis la défense faite par M. l'Archevêque au Pere Lamblat de l'instruire & le conduire davantage, & uniquement afin de parvenir à fléchir M. l'Archevêque & à le ramener sur son compte ; dans ces circonstances, on ne pourroit fonder sur un tel prétexte le refus qui lui est fait.

Sur le quatrième article, avoir cherché à emprunter de l'argent, ne seroit pas en soi une cause solide ni légitime pour refuser le Baptême. Et en effet, quand le Catéchumene n'auroit rien, quand il devroit, quand il seroit dans la plus extrême pauvreté, y a-t-il dans l'Eglise & dans l'Etat aucune Loi en vertu de laquelle sur ce motif, il dût être exclus du Baptême ? L'Evangile n'est-il pas annoncé principalement aux Pauvres ? En tout cas *Borach-Levy* présent, déclare au Conseil soussigné, qu'il a à la vérité cherché récemment de quoi lever l'Arrêt qu'il a obtenu au Conseil du Roy contre Rooz ; que ç'auroit été un objet tout au plus de 200 livres ; qu'il doit d'ailleurs 250 liv. à Girard Limc-



nadier qui a titre & Sentences contre lui; & environ 250 liv. tant à Guery qu'à autres qui n'ont point de titres contre lui : que ce font-là toutes ses dettes, & que s'il avoit levé son Arrêt, il seroit en état de recouvrer par suite plus de 6000 livres qui lui sont dûes. Si cela est ainsi, que deviendra le reproche?

Ces reproches ainsi écartés, ne paroissant pas qu'il soit possible d'en proposer aucun autre depuis spécialement plus de six mois qu'il a quitté le Prêtre de Sainte Marguerite, & supposant dans *Borach-Levy* une instruction & une disposition suffisante selon & d'après le témoignage du Pere Lamblat, à qui le soin d'instruire & de conduire *Borach-Levy* avoit été expressement recommandé par M. l'Archevêque, il est sans difficulté que le Baptême de ce Juif ne peut être différé ni encore moins refusé, & que les refus qui lui sont faits à cet égard ne sont pas légitimes.

Le sieur Curé de Saint Sulpice n'avoit point de prétexte pour refuser le Baptême; *Borach-Levy* réside & loge sur sa Paroisse, & dès-là il ne pouvoit s'adresser qu'à ce Curé pour demander & recevoir le Baptême. En effet, il n'y avoit que ce Curé qui de Droit divin & en conséquence des Loix & du concours de la Puissance Ecclesiastique & de la Puissance Séculière, devoit & pouvoit exercer sur ce Catéchumene une vraie Jurisdiction.

Lorsque le Curé de Saint Sulpice a consenti de recevoir ce Catéchumene au Baptême, quand il a fixé le jour de sa célébration au Samedi-Saint dernier, quand il a promis & réitéré sa promesse de le baptiser, il a fait ce qu'il devoit faire; d'où il s'ensuit qu'il est, pour ne rien dire de plus, au moins inexcusable, d'avoir au jour indiqué, refusé de baptiser *Borach-Levy*, & de  
perseverer



persévéra dans son refus, malgré la prière & requiſition du 5 May 1752.

Inutilement ce Curé allégueroit-il que la femme & toute la famille de son Catéchumene étant établis à Haguenau, c'est-là qu'est le domicile de ce Catéchumene; que par conséquent son véritable Pasteur est le Curé de la Paroisse dans le district de laquelle se trouve le logement que sa femme occupe à Haguenau, Diocèse de Strasbourg; qu'ainsi il ne se reconnoît aucune Jurisdiction sur ce Catéchumene qui n'a point & qui ne peut avoir de domicile à Paris. Le foible d'une pareille excuse se découvre aisément.

Et d'abord 1°. Il est certain qu'un *Juif* n'a point proprement de domicile; il n'a point d'état dans le Royaume; il y est, ainsi que tous les Membres de sa Nation, errant; il n'est Citoyen nulle part; il est donc, quoique François, étranger à chaque Ville de France, & par conséquent à Haguenau comme à Paris; d'où il s'ensuit que l'habitation de sa femme à Haguenau ne fixe pas le vrai domicile de *Borach-Levy* dans cette Ville. 2°. Ce seroit chose tout-à-fait déraisonnable que d'obliger un *Juif* à ne se faire admettre au Baptême que dans le lieu où réside sa famille, & où sa Nation le connoît, puisque ce seroit déterminement l'exposer aux plus grands dangers, attendu l'aversion que cette Nation a pour la Religion Chrétienne. Il ne sçauroit y avoir de doute sur le risque que pourroit y courir *Borach-Levy* après l'offre des 800 livres faite au Prêtre de Sainte Marguerite, & l'aventure arrivée au Pere Lamblat le jour des Rameaux dernier. 3°. Tout Etranger, quoiqu'il ne loge qu'en passant sur une Paroisse, a recours pour les Sacremens, en cas de besoin & de nécessité, au Curé de la Paroisse sur laquelle il demeure, & même



il ne pourroit pas recourir à d'autres, parce qu'il n'y a que ce Curé qui puisse dans ce district avoir & exercer quelque droit sur cet Etranger; dès-là & par une suite naturelle de ce droit Curial, le Curé est aussi dans l'obligation de prêter au besoin son Ministère à cet Etranger, & même de le prévenir.

Ces réflexions découvrent la conduite que *Borach-Levy* & le sieur Curé de Saint Sulpice, dans les circonstances où ils se trouvoient, devoient réciproquement tenir.

A l'égard de *Borach-Levy* quelle étoit sa situation, & que devoit-il faire?

*Borach-Levy* est Juif; l'anathème sous lequel il est le faisoit d'effroi. Une lumière divine l'éclaire, JESUS-CHRIST n'est plus pour lui un sujet de scandale, c'est son Dieu, son Sauveur. Pour lui être incorporé, il n'a qu'un moyen, & ce moyen unique est le Baptême; déjà ce Sacrement est le seul objet qui fixe ses desirs & qui dirige ses démarches. Il est à la vérité, par état, étranger à tout & partout, mais il réside à Paris, & son séjour en cette Ville n'est pas l'effet du hasard: le changement de son cœur, les moyens dont Dieu s'est servi pour operer ce changement, tout lui annonce que s'il se trouve en cette Ville, c'est la Providence qui l'y a conduit; il y reste donc pour attendre les momens du Seigneur: Mais où son Dieu consommera-t-il ce qu'il a déjà commencé en lui? La Providence vers la fin de son Catéchumenat fixe son domicile sur la Paroisse Saint Sulpice. Que ne doit-il pas espérer de la charité du Pasteur! Il a en effet le droit de conférer le Baptême, & il est dans l'obligation de le lui administrer lorsqu'il en sera requis, sans pouvoir se servir, pour le lui refuser, du prétexte qu'il est Etranger. Le



leur Curé de Saint Sulpice lui paroît donc être l'Ananie à qui le Seigneur l'envoie : de-là les différentes supplications qu'il lui adresse pour le conjurer de lui administrer le Baptême. Mais que les voyes du Seigneur sont incompréhensibles ! Ce Pasteur promet d'administrer ; nul motif légitime survenu depuis ses promesses ne l'autorise à les rétracter : quelle est donc sa conduite ? Il refuse de baptiser *Borach-Levy*.

Ce seroit envain que le Curé de Saint Sulpice , pour excuser son refus , s'autoriseroit de la défense que M. l'Archevêque lui a faite d'administrer à *Borach-Levy* le Baptême , comme il l'avoit promis. Pareille excuse ne pourroit être écoutée. Le Curé de Saint Sulpice a reçu immédiatement de Dieu son Ministère ; il doit donc maintenir les droits de sa place , & remplir les devoirs qui y sont attachés ; il doit exercer les derniers pour soutenir , entretenir & conserver les premiers. Si par exemple , le titre de sa Cure étoit attaqué , sa religion lui dicteroit-elle de demeurer dans l'inaction & le silence ? Il n'y doit donc pas demeurer si c'est l'exercice d'un devoir attaché à ce titre , auquel se porte l'atteinte.

Lorsque cette défense lui a été faite , ou M. l'Archevêque lui en a expliqué une cause , ou il ne lui en a point expliqué. Au premier cas le Curé n'a dû y déférer qu'autant qu'il a trouvé la cause juste , & alors il n'a pas dû la tenir cachée au Catéchumene lorsque le Catéchumene l'a prié & requis de déclarer les causes de son refus. Au second cas le Curé n'a pas dû par déférence pour M. l'Archevêque , se rendre personnellement prévaricateur contre les Canons & les Loix.

M. l'Archevêque n'a point non plus de prétexte pour rétracter les espérances qu'il avoit données à *Borach-*



*Levy*, ni pour lui refuser la permission de se faire baptiser dans le Diocèse & dans la Ville de Paris, soit par le Curé de Saint Sulpice, comme la règle le dicte, soit par tout autre Prêtre au refus de ce Curé.

M. l'Archevêque s'étoit conformé aux Canons & aux Loix, lorsqu'il avoit donné à *Borach-Levy* ces espérances, & recommandé au Prêtre de Sainte Marguerite, & successivement au Pere Lamblat, de l'instruire & de le disposer; M. l'Archevêque n'a pû à cet égard, sans y contrevenir, se rétracter, & défendre au Curé de Saint Sulpice d'administrer le Baptême, à moins qu'il n'y ait eu quelque cause légitime. S'il l'a fait sur quelque fondement, il doit s'en expliquer, & laisser au sieur Curé de Saint Sulpice la liberté de le dire.

Il est vrai que M. l'Archevêque n'a pas été par une prière & réquisition juridique mis en demeure de s'expliquer; mais *Borach-Levy* observe que s'il n'a pas juridiquement requis M. l'Archevêque de lui permettre d'être baptisé, cette réquisition ne lui manque que parce qu'il n'a pû depuis quelques événemens qui ont suivi de très-près le refus du sieur Curé de Saint Sulpice, trouver aucun Officier qui voulût à cet effet lui prêter son ministère. Cette observation & celles qui suivent dans le récit de *Borach-Levy* méritent toute l'attention de la Justice.

Mais ces observations indiquent que le Curé de S. Sulpice n'a refusé le Baptême que parce que défense lui a été faite par M. l'Archevêque de l'administrer à *Borach-Levy*: & dès-là elles montrent que le refus de M. l'Archevêque dont il n'y a point de preuve juridique est véritable; que le refus du Curé de Saint Sulpice & celui de M. l'Archevêque sont liés; que ces refus ont un même germe, & sont également contraires aux Canons de l'Eglise & aux Loix Séculières.



En effet, ces deux refus faits sans cause, & destitués même de tout prétexte spécieux, tendent à priver, contre les Canons & les Loix, *Borach-Levy* d'un être dans l'Eglise, & d'un être dans l'Etat; ils ne sont donc pas légitimes.

La première proposition se trouve par conséquent établie.

## SECONDE PROPOSITION.

*L'unique voye de remedier à ces refus, est de les faire dénoncer publiquement à la Puissance souveraine confiée au Parlement TOUTES LES CHAMBRES ASSEMBLÉES, en se mettant en même tems SOUS SA SAUVE-GARDE ET PROTECTION.*

Les refus dont il s'agit sont contraires aux Canons & aux Loix; ils portent à celui à qui ils sont faits le double préjudice de le priver d'un être dans l'Eglise sans lequel il n'y a point de salut pour lui, & d'un être dans l'Etat sans lequel il tomberoit dans une condition plus malheureuse que celle des *Juifs* qu'il quitte pour suivre JESUS-CHRIST. Il est question d'y apporter remede.

Dire à *Borach-Levy* de se retirer dans le lieu où réside sa famille, de s'y adresser au Curé, ou à l'Evêque, pour leur demander le Baptême, ce seroit chose tout-à-fait déraisonnable, ainsi qu'il a déjà été observé, attendu l'aversion des Juifs pour la Religion Chrétienne; d'ailleurs après l'assassinat prémédité sur le Pere Lamblat en plein jour dans l'intérieur de son Couvent, est-il difficile de concevoir ce que *Borach-Levy* devroit craindre même au milieu des siens?



L'engager d'aller en toute autre Paroisse que celle de Saint Sulpice dans le Diocèse de Paris, ou en tout autre endroit en France y demander le Baptême, sans qu'il ait été auparavant statué sur les refus qu'il éprouve; c'est lui proposer une démarche dont il ne pourroit raisonnablement se promettre aucun succès.

En premier lieu, la sincérité qu'exige la Religion Chrétienne qu'il embrasse, ne lui laisseroit dissimuler nulle part les refus du sieur Curé de Saint Sulpice & de M. l'Archevêque de Paris; mais alors *Borach-Levy* pourroit-il se flater d'être accueilli favorablement? doit-il même exposer les Curés de ce Diocèse à la nécessité de se compromettre avec M. l'Archevêque?

Dans tout autre endroit en France, il n'est pas vraisemblable que *Borach-Levy* après de tels refus, obtienne le Baptême. En effet, qui oseroit tenir une conduite différente de celle qui a été tenue à son égard dans la Capitale du Royaume où sont censées résider les lumières les plus grandes & les plus pures?

En second lieu, quand on pourroit présupposer que la conduite tenue à Paris pour priver *Borach-Levy* de la grace du Baptême, ne seroit pas suivie dans tout autre endroit où il pourroit aller; quand on pourroit présupposer qu'un Ministre fidele à sa vocation, & par conséquent sans prévention, sans entêtement, auroit assez de charité pour le recevoir, pour le consoler, pour l'encourager, assez de foi pour reconnoître un Dieu présent dans ce Catéchumène par sa miséricorde; mais humilié, sous l'anathème, rejeté dans & avec sa brebis qu'il avoit cherchée lorsqu'elle étoit égarée, qu'il avoit chargée sur ses épaules, qu'il avoit amenée à son Berceau, & à qui ses Ministres en ont par un refus sans cause, absolu & irrévocable, fermé autant qu'il étoit en



eux l'entrée pour toujours ; quand on pourroit supposer toutes ces choses , supposition que le malheur des tems & l'expérience ne permettent d'admettre que parce que rien n'est impossible à Dieu , il faut toujours convenir que ce pieux Ministre qui ne connoîtroit pas son Catéchumene assez parfaitement , ne pourroit pas se dispenser de lui faire supporter une nouvelle épreuve avant que de lui administrer le Baptême.

Ce nouveau délai, ce nouveau Catéchumenat , *Borach-Levy* est-il en état actuellement de le supporter ? Depuis qu'il a rompu avec les Juifs , depuis qu'il a ouvertement fait profession du desir qu'il a d'appartenir à JESUS-CHRIST, sa famille l'a totalement abandonné quant aux secours temporels ; sa Nation a rompu tout commerce avec lui ; son état actuel est donc de se trouver dans l'impuissance de fournir à ses besoins les plus pressans ; cet état dans lequel il ne se trouveroit pas , s'il avoit le moyen de faire le recouvrement de différentes sommes assez considérables qui lui sont dûes , état néanmoins qu'il supporte patiemment , sans vouloir être à charge à qui que ce soit ; cet état si pénible à la nature , que la Foi répandue dans son cœur adoucit , est par conséquent une démonstration complète qu'il lui est impossible de s'exposer par la demande du Baptême à recommencer , dans un endroit où il n'est pas connu , une nouvelle épreuve à laquelle il n'est assujetti par aucune Loi , lorsqu'à Paris il a en sa faveur le témoignage du Pere *Lamblat* ; qui chargé par M. l'Archevêque de l'instruire & de le conduire , atteste , après l'avoir eu sous sa conduite plus de six mois , qu'il est suffisamment instruit & disposé , & par conséquent qu'il est en état d'être baptisé.

En troisième lieu , cette nouvelle épreuve est impra-



licable : En effet, *Borach-Levy* ne parle que très-imparfaitement la Langue François, & quiconque n'entend pas l'Allemand, ne peut être par lui-même instruit exactement de ses réponses aux demandes qui lui sont faites : Ainsi, excepté en Alsace, où la Langue Allemande est familière, mais où il n'est pas convenable de renvoyer *BORACH-LEVY*, eût égard au risque qu'il pourroit courir d'y perdre la vie, il n'y a guères lieu d'espérer qu'il puisse, en quittant Paris, trouver un Ministre dont il soit entendu ; par conséquent ce seroit à pure perte qu'il iroit demander le Baptême dans tout autre endroit que Paris, puisqu'aucun Ministre ne pourroit, faute de pouvoir l'entendre, juger s'il est suffisamment instruit & bien disposé.

(a) Première  
Proposition, §.  
V.

Lui conseiller de se faire administrer le Baptême dans le particulier & sans les Cérémonies usitées, & au surplus de demeurer dans sa situation présente, ce seroit, quant au Baptême, un violement des regles & un scandale, ce Sacrement ne devant, suivant les Canons, ainsi qu'on l'a établi ci-devant (a), être administré dans le particulier qu'en cas d'absolue nécessité. Et quant à sa situation, ce seroit le réduire à l'extrémité la plus fâcheuse ; car, ainsi qu'il a déjà été dit, tout Commerce de sa part se trouve rompu avec les *Juifs*, au milieu desquels il ne pourroit retourner sans risque de sa personne, & peut-être de sa vie ; & tant qu'il ne pourroit prouver par acte authentique qu'il auroit été baptisé, les Chrétiens ne pourroient prendre en lui de confiance, & se rendroient difficiles dans le Commerce avec lui.

Il n'y a donc d'expédient à lui ouvrir que de solliciter à Paris même le Baptême, & après qu'à cet effet il a fait toutes les démarches de devoir & épuisé toutes



tes les bienféances , qui n'ont abouti qu'à des refus , il ne lui reste que de se pourvoir juridiquement pour parvenir à ce qu'il desire.

Mais à qui *Borach-Levy* doit-il s'adresser ? Se plaindra-t-il des refus qui lui sont faits , aux Juges d'Eglise , ou aux premiers Juges Royaux , ou à la Grand'Chambre du Parlement , ou au Parlement , TOUTES LES CHAMBRES ASSEMBLÉES ?

*Borach-Levy* ne peut se pourvoir devant les Juges d'Eglise : 1°. Il y a ici deux refus , l'un du Curé de saint Sulpice , l'autre de M. l'Archevêque : Il faudroit se pourvoir devant M. l'Archevêque sur le refus du Curé de saint Sulpice ; il faudroit se pourvoir à la Primatie de Lyon , sur le refus de M. l'Archevêque ; en général pour le tout , ce seroit se livrer à des frais qu'il n'est pas en état de faire , & à des délais dont jamais il ne verroit la fin. 2°. Sur le refus du Curé de saint Sulpice , se pourvoir devant M. l'Archevêque , qui refuse aussi , ce seroit une véritable dérision. 3°. Il ne seroit pas écouté à la Primatie de Lyon sur le refus de M. l'Archevêque de Paris ; parce que la plainte d'un tel refus n'est pas recevable , si elle n'est accompagnée d'une preuve écrite du refus.

Pour se pourvoir devant les Juges Royaux , outre que ce seroit une Procédure trop couteuse & trop longue , il faudroit distinguer le refus du Curé de saint Sulpice , & le refus de M. l'Archevêque.

Il pourroit traduire le Curé de saint Sulpice sur son refus devant les Juges Royaux : L'Article 23 des Lettres Patentes de Louis XIV. accordées en forme d'Edit sur les prieres du Clergé de France au mois d'Avril 1695 , & registrées au Parlement en la Grand'Chambre seule-



ment le 14 May suivant , permet aux premiers Juges Royaux de veiller à ce que les Titulaires des Bénéfices , & par conséquent les Curés des Paroisses , acquittent leur *Service* , & il est prouvé que l'Administration du Baptême est un *Service* & une dette des Curés ; mais ces Lettres pour ce même cas ne rendent pas l'autorité confiée aux premiers Juges Royaux assez puissante , pour réprimer efficacement le déni fait par le Curé de saint Sulpice de sa dette , & de Justice , surtout ce Curé se trouvant étayé par la défense que lui a faite M. l'Archevêque ; en sorte qu'il lui seroit totalement inutile de se pourvoir devant les premiers Juges Royaux contre le Curé de saint Sulpice.

Il ne pourroit point traduire M. l'Archevêque sur son refus devant les premiers Juges Royaux , parce que le même Article 23 des Lettres Patentes de 1695 , ne laisse le pouvoir de veiller à l'acquiescement du Service dû par les Archevêques & Evêques , nommément qu'aux Cours de Parlement.

Il ne pourroit se pourvoir ni régulièrement ni utilement à la Grand'Chambre du Parlement : Et , en effet , s'il avoit à s'y pourvoir , ce ne pourroit être que contre le refus du Curé de saint Sulpice , ou contre le refus de M. l'Archevêque ; & il ne pourroit s'y pourvoir , qu'en prenant la voye de l'appel comme d'abus ; car par l'Article 34 des mêmes Lettres Patentes , la connoissance des Causes concernant les Sacremens , ne peut être prise en la Grand'Chambre du Parlement , *si ce n'est qu'il y eût appel comme d'abus interjetté*. Or , l'appel comme d'abus du refus du Curé de saint Sulpice , n'y pourroit être reçu , parce que le Curé de saint Sulpice ayant M. l'Archevêque son Supérieur Ecclésiastique



sur le lieu même, il feroit de la regle de renvoyer l'Appelant à se pourvoir devant M. l'Archevêque, sans aucun égard à l'allégation qu'il feroit du refus de M. l'Archevêque, sans la soutenir de preuve écrite. L'appel comme d'abus du refus de M. l'Archevêque n'y feroit pas reçu davantage, précisément par cette raison qu'il n'en feroit point rapporté de preuve écrite.

Il ne lui reste donc plus que la voye de la *dénonciation*; cette voye feroit légitime partout, mais elle feroit sans fruit absolument, si elle étoit portée, soit aux Juges d'Eglise, parce qu'ils n'ont en main aucun pouvoir extérieur pour contraindre; soit aux premiers Juges Royaux, parce que leur autorité n'est ni assez étendue ni assez puissante; soit à la Grand'Chambre du Parlement, parce que l'enregistrement des Lettres Patentes de 1695, limite en quelque sorte son pouvoir.

Ce n'est donc qu'au Parlement, TOUTES LES CHAMBRES ASSEMBLÉES, que cette *dénonciation* se peut faire avec esperance du fruit qu'elle doit naturellement produire.

La compétence de TOUTES LES CHAMBRES ASSEMBLÉES, sur la matiere dont il s'agit, n'est point douteuse; elles sont les Dépositaires de la Puissance Royale qui leur est confiée par nos Souverains, spécialement dans la portion nécessaire pour l'exécution des Préceptes de l'Evangile, des Canons de l'Eglise, & des Loix du Royaume, données pour le maintien de la Foi, de la Religion & de la Discipline Ecclesiastique.

L'Autorité de nos Rois & de leurs Loix en cette matiere, ne sçauroit jamais être contestée. (a) *Agnosco*, disoit Saint Gregoire le Grand, *Imperatorem à D E O*

(a) S. Gregoire le Grand, Epist. 94. lib. 2.



*CONCESSUM non militibus solum, sed & SACER-  
DOTIBUS etiam DOMINARI.*

Les Princes de la terre, qui professent la Religion de JESUS-CHRIST, ont reçu leur Puissance, afin principalement de maintenir l'observation de la Discipline Ecclesiastique. *Principes sæculi nonnunquam intrâ Ecclesiam Potestatis adeptæ culmina tenent, ut per eandem Potestatem, Disciplinam Ecclesiasticam muniant.*

Leur Puissance deviendrait inutile pour l'Eglise, si dans le besoin elle n'y étoit pas exercée pour inculquer par terreur ce que les Ministres de l'Eglise ne sont chargés que d'enseigner, & s'efforcer de persuader : *Cæterum intrâ Ecclesiam Potestates necessariae non essent, nisi ut quod non prævalent Sacerdotes efficere per Doctrinæ sermonem, Potestas hoc imperet per Disciplinæ terrorem.* Il est arrivé que des Membres dans l'Eglise se sont revoltés contre sa Foi & contre ses Regles; qu'ils ont été réprimés par la rigueur des Souverains; & qu'ainsi Dieu s'est servi utilement pour le Royaume du Ciel, de la Puissance de la Terre. *Sæpè per Regnum terrenum Cæleste Regnum profuit, ut qui intrâ Ecclesiam positi contra Fidem & Disciplinam agunt, rigore Principum conterantur.* C'est pourquoi lorsque l'utilité de l'Eglise le demande, & que cette utilité se trouve sans force, il est nécessaire que la Puissance Souveraine vienne à son secours, & qu'en prêtant à l'Eglise sa force, elle lui fasse rendre la vénération qui lui est dûe. *Ipsumque Disciplinam quam utilitas Ecclesiæ exercere non prævalet, cervicibus superbiorum Potestas principalis imponat, & ut venerationem mereatur, virtutem Potestatis impertiatur.* Les Princes temporels sont comptables



à Dieu de ce pouvoir qu'ils ont reçu pour protéger l'Eglise. *Cognoscant Principes sæculi Deo debere esse reddituros rationem propter Ecclesiam quam à Christo tuendam suscipiunt; nam sive augeatur pax & Disciplina per fideles Principes, sive solvatur, ille ab eis rationem exigit qui eorum Potestati suam Ecclesiam tradidit.* C'est ainsi que s'exprimoit vers l'an 451 le grand Pape saint Léon, en écrivant à Pulcherie Auguste, fille du grand Théodose (a).

Ce sentiment du Pape Saint Leon ne lui étoit point particulier. Loup, Abbé de Ferrare (b), pensoit de même, & s'exprimoit en termes encore plus énergiques; car il considère que JESUS-CHRIST qui réunit en lui les qualités de Roi & de Prêtre, & qui en cette double qualité, a toute la Puissance pour le gouvernement de son Eglise, a distribué cette même puissance entre les Ministres de l'Eglise & les Rois. *Christus Rex Regum, idemque Sacerdos Sacerdotum potestatem suam ad gubernandam Ecclesiam in Sacerdotes divisit & Reges.*

Le sixième Concile de Paris, tenu en 829 sous Louis le Débonnaire, chapitre 3, a adopté ces expressions énergiques, & les a encore étendues, en disant que le soutien de tout le Corps de l'Eglise se trouve ici bas distribué principalement entre les Prêtres & les Rois, & en attestant que c'est-là une vérité venue par tradition des Peres: *Principaliter itaque totius Sanctæ Dei Ecclesiæ Corpus, in duas eximias personas, in Sacerdotalem scilicet & Regalem, sicut à Sanctis Patribus traditum accepimus, divisum esse novimus.*

C'est sur le fondement de cette vérité, transmise par tradition des Peres jusqu'à nous, que les Empereurs Chrétiens ont veillé au maintien de la foi & de la discipline

(a) Leo Ep. 29.  
ad Pulcher. Aug.  
Can. Principes  
23. quest. 5.  
(b) Lup. Abb.  
Ferr. Ep. 81.



(a) S. Bernard,  
Epist. 42,

dans l'Eglise, & qu'ils ont à ce sujet donné des Loix; auxquelles les Evêques mêmes ont été assujettis ainsi que tous les Membres généralement de l'Eglise: *Si omnis anima Potestatibus subdita est (a), ergo & vestra*, écrivoit Saint Bernard à Henry, Archevêque de Sens: *Qui vos exceptit ab universitate? Certè qui tentat excipere, tentat decipere.*

Il ne faut qu'ouvrir le Code, les Nouvelles de Justinien, les Nouvelles de l'Empereur Leon, & généralement tous les Recueils d'Ordonnances de ces Empereurs pour s'en convaincre.

Et sans s'étendre davantage à cet égard, on peut se renfermer dans quelques-unes de ces Loix qui peuvent s'appliquer à l'espece dont il s'agit; il y en a principalement deux de l'Empereur Justinien.

La premiere est la Loi *Deo nobis auxilium præbente* § 5, au Code de *Episcopis & Clericis* §. 3; lorsque des Juifs Esclaves quittant le Judaïsme pour embrasser la Religion Chrétienne ont besoin de secours, l'Empereur commande également aux Evêques & aux Magistrats de le leur donner: *Si quis EX . . . . JUDÆIS . . . habuerit SERVOS nondum Catholicæ fidei sanctissimis Mysteriis imbutos, si prædicti Servi DESIDERAVERINT AD ORTHODOXAM FIDEM VENIRE . . . . eos tam JUDICES PROVINCiarUM quàm Sacro-Sanctæ Ecclesiæ defensores NECNON beatissimi EPISCOPI DEFENDANT.*

La seconde est la Nouvelle 123, chapitre 11; il y avoit dès-lors des Prêtres & même des Evêques qui entreprennent de refuser à des Membres de l'Eglise la Communion sous des prétextes particuliers, & autres que les cas pour lesquels ce refus étoit autorisé par les Canons. L'Empereur défend à tous sans exception, de



refuser la Communion sous quelque prétexte que ce soit, à moins qu'il ne soit du nombre de ceux portés expressément par les Canons; il pourroit à faire réintégrer celui à qui le refus a été fait ainsi, & en même-tems il réprime l'entreprise en prescrivant au Supérieur de l'Auteur du refus, de lui infliger pour peine la même privation qu'il a voulu faire subir: *Omnibus autem EPISCOPIS ET PRESBYTERIS interdiciamus segregare aliquem à Sacra Communione, antequam causa monstratur, propter quam sancta Regula hoc fieri jubcat. Si quis autem præter hoc à Sancta Communione quemquam segregaverit, ille quidem, qui injustè à Communione segregatus est, solutus excommunicatione à majore Sacerdote, Sanctam mereatur Communionem. Qui verò aliquem à Sancta Communione segregare præsumpserit, modis omnibus, à Sacerdote sub quo constitutus est, separabitur à Communionem quanto tempore ille perspexerit; ut quod injustè fecit, justè sustineat.*

Nos Rois ont de la même manière veillé au maintien de la Religion, de la Foi & de la discipline Ecclesiastique, en donnant des Loix à ce sujet; les Capitulaires de Charlemagne, tous les Recueils de nos Ordonnances, toutes nos Histoires Ecclesiastiques & Séculières en contiennent des preuves sans nombre.

C'est l'exécution de ces Loix qui est confiée d'une manière toute spéciale au Parlement assemblé, & pour laquelle il est Dépositaire de toute la portion de la Puissance Royale qui peut être nécessaire.

Le Parlement, TOUTES LES CHAMBRES ASSEMBLÉES, n'a point les mains liées par les prérogatives accordées au Clergé dans les Lettres Patentes de 1695, qui quoique données en forme d'Edit, ne sont point une Loi gé-



nérale , puisque toutes les Chambres n'ont pas été convoquées pour son enregistrement.

Cela ne signifie point que le Parlement , TOUTES LES CHAMBRES ASSEMBLÉES , doive considérer ces prérogatives comme non avenues. Le Souverain est Maître de ses graces , & lorsqu'il les a faites , le Parlement , TOUTES LES CHAMBRES ASSEMBLÉES , loin de les perdre de vûe , fera au contraire toujours occupé & même jaloux d'en faire jouir ceux qui les ont obtenues.

Mais cela signifie que le Parlement , TOUTES LES CHAMBRES ASSEMBLÉES , sans porter à ces prérogatives la moindre atteinte , & en conservant même précieusement ces prérogatives pour *l'édification* de l'Eglise , à laquelle la sagesse du Prince les a destinées , peut s'instruire à fonds de l'abus qu'on ose en faire , empêcher qu'on ne les fasse servir à la *destruction* de l'Eglise contre leur destination , & réprimer un abus que la religion , que la profonde piété du Prince ne lui a pas permis de prévoir.

Or nul abus des prérogatives accordées aux Ministres de l'Eglise , & spécialement aux Evêques & aux Curés , plus marqué que les refus dont il s'agit.

Le Curé de Saint Sulpice sçait que l'Administration du Baptême lui est dévolue sur sa Paroisse ; il n'ignore pas qu'en même-tems que c'est un service & une dette de sa part , c'est aussi une prérogative attachée à son titre ; il est parfaitement instruit que tant que *Borach-Levy* résidera sur sa Paroisse , lui seul doit le baptiser , & qu'aucun autre Curé ni aucun autre Prêtre ne peut lui donner le Baptême avec les solemnités prescrites , sans sa permission ou de son ordre ; il enseigne lui-même à ses Prônes , & fait enseigner dans ses Cathéchismes ,  
la



la nécessité essentielle du Baptême, & le risque que l'on court de le différer. Il avoit promis en conséquence de cette Doctrine, de l'administrer dans l'occasion présente; il se retracte aujourd'hui: n'est-ce que pour différer? Non, il refuse tout-à-fait: Mais pour quelle cause? Il n'en veut point exprimer au Catéchumene qui l'en prie, l'en requiert, & l'en somme même. Ce Curé commet en cela deux délits: 1°. En refusant le Baptême il n'acquiesce pas le Service & le Ministère qu'il doit. 2°. En refusant d'en dire les causes, il méconnoît l'autorité de la Loi qui l'y soumet, & s'arroe un empire qu'il n'a pas reçu. Se peut-il un abus plus manifeste!

M. l'Archevêque de Paris sçait que par le concours de la Puissance Ecclesiastique & de la Puissance Sécularie, c'est aux Curés qu'est dévolue l'administration du Baptême, qu'un Curé ne peut refuser ce Sacrement sans cause légitime; que ce Curé, qui le refuse, doit en dire la cause au Catéchumene qui la demande. Il y a plus, M. l'Archevêque, Supérieur d'un Curé qui se rend coupable d'un tel refus sans vouloir ni pouvoir en donner de raison, est préposé pour l'en punir, & pour lui ordonner d'acquiescer sa dette.

En effet, les Lettres Patentes de 1695 lui recommandent spécialement & lui enjoignent de veiller à la conservation de la discipline. Pourquoi donc M. l'Archevêque qui devoit réformer le Curé prévaricateur, est-il celui-même qui par la défense qu'il a faite de donner le Baptême, oblige le Curé de prévariquer? Cette défense n'est pas écrite, il est vrai; mais le changement subit du Curé qui avoit promis, & qui ensuite refuse, l'affectation de ce Curé de ne vouloir point



dire de cause de son refus , le refus qu'a fait & qu'a réitéré M. l'Archevêque lui-même à *Borach-Levy* , & dont *Borach-Levy* assure avoir pour Témoins le Pere Lamblat & encore d'autres personnes ; les menaces faites à l'Interprète de *Borach-Levy* le jour même de la priere & réquisition faite au Curé ; l'absence subite de l'Huissier à laquelle il est impossible d'attribuer d'autre cause que d'avoir prêté son ministère ; tous autres Officiers intimidés & refusans de prêter le leur , quoique nécessaire & forcé : Toutes ces circonstances réunies rendent trop constant le fait de cette défense. Or quelle plus grande révolte contre la Religion , contre les Canons , contre les Loix Ecclesiastiques & Séculières : & en même-tems quel plus grand abus du respect que le Roy par la pieté tout-à-la-fois la plus profonde , la plus entiere & la plus éclatante , fait si justement rendre par tous ses Peuples au caractère Episcopal !

De tels abus ne peuvent être réprimés efficacement que par le Parlement, *TOUTES LES CHAMBRES ASSEMBLÉES* , & sont nécessairement de sa compétence.

C'est donc au Parlement, *TOUTES LES CHAMBRES ASSEMBLÉES* , que *Borach-Levy* doit recourir , & il ne le peut que par la dénonciation de ces abus.

Cette dénonciation peut se faire ou par Requête en forme , ou par un Mémoire de faits bien détaillés ; le récit déposé chez de Langlard , peut servir à cet égard , & est suffisant , en y joignant les pieces mises sous les yeux du Conseil souffigné.

Il y a lieu d'espérer que sur cette seule dénonciation , & attendu les menaces faites à l'Interprète , l'absence



sabite de l'Huissier qui a signifié la réquisition au Curé de Saint Sulpice , la timidité des Officiers dont il a requis inutilement le ministère , le risque qu'a couru le Dimanche des Rameaux le Pere Lamblat d'être assassiné pour ne vouloir pas l'abandonner, le risque qu'il a couru lui-même lors de l'offre faite des 800 livres au Prêtre de Sainte Marguerite , & le risque qu'il court tous les jours, le Parlement, TOUTES LES CHAMBRES ASSEMBLÉES, lui accordera , DE PAR LE ROI ET DE PAR SA COUR , SAUVEGARDE & protection comme il l'accorda à Nicole de Veires Archidiacre de Sens, contre son Archevêque, par Arrêt du dernier Février 1372 , rapporté dans les Preuves de nos Libertés , chapitre 35 , n. 22.

Il y a également lieu d'espérer , qu'attendu l'impossibilité de trouver des Officiers qui veuillent prêter leur ministère pour constater le refus de M. l'Archevêque , & en apprendre de lui-même les causes , le Parlement, TOUTES LES CHAMBRES ASSEMBLÉES , voudra bien , s'il l'estime nécessaire , en commettre à cet effet , en leur accordant par les mêmes raisons DE PAR LE ROI ET DE PAR SA COUR , SAUVEGARDE & protection.

Que si le Parlement, TOUTES LES CHAMBRES ASSEMBLÉES , ne juge pas nécessaire de s'informer des causes du refus de M. l'Archevêque , ou si M. l'Archevêque persévère dans son refus , & ne veut pas en expliquer les causes ; le Parlement, TOUTES LES CHAMBRES ASSEMBLÉES , indépendamment de ce qu'il estimera devoir statuer sur ce refus par rapport à l'intérêt de la Religion & de l'Etat , ( ce qu'il faut laisser à ses lumières & à sa sagesse , ) a le droit de commettre , ou le Curé de la Paroisse du Palais Archiépiscopal de Paris , ou tel autre Curé de Paris que bon lui semblera , pour vérifier dili-



gemment & sans frais, tant par lui-même que par le Pere Lamblat si Borach-Levy est instruit & disposé suffisamment pour recevoir le Baptême, & au cas que ce Curé commis l'estime ainsi, lui administrer sans délai ce Sacrement avec les solemnités requises.

Que la Cour, en commettant quelque Curé pour examiner & baptiser au cas requis Borach-Levy, puisse faire perdre au sieur Curé de Saint Sulpice les droits qu'il a sur ce Cathécumene son Paroissien; c'est ce qu'on ne peut dans l'espece présente, révoquer en doute. L'Eglise & l'Etat n'ont point en effet concouru par leur autorité à ériger des Eglises Paroissiales, ces deux Puissances n'ont pas confirmé le privilege qu'ont de Droit divin les Curés d'être dans leurs Paroisses les Ministres ordinaires des Sacremens, pour les laisser devenir dans la suite les Maîtres absolus & arbitraires de leur administration & dispensation; ainsi toutes les fois qu'un Curé abuse de son autorité, il peut être puni, même par la privation de l'exercice de son droit: *Revocantur (privilegia) décide Æneas Sylvius dans son Traité de ortu & autoritate Imperatoris Romani, cap. 15, cum malè utuntur, qui illa sunt affecuti. Privilegium meretur amittere, qui concessâ sibi abutitur potestate..... irritantur, si damnosa Reipublicæ reperiuntur..... nec sane privilegia ulla CONFERRE VEL TOLERARE CÆSAREM CONVENIT, quæ vel delicta inducant, vel communem auferant commoditatem..... Cum privilegium quod olim utiliter concessum est, damnosum efficitur, satius est evellere malam arborem ..... quæ Reipublicæ officit..... quam nutrire.*

De-là les différentes commissions que la Cour a souvent données dans des occasions moins essentielles, dans le cas, par exemple, de refus par l'Ordinaire de donner son visa ou institution Canonique à des Ecclesiastiques qui



avoient titre & capacité pour l'obtenir, ainsi qu'il se voit  
 ès Arrêts des 12 & 21 Juillet 1612, énoncés en un  
 Arrêt du 27 Juillet 1612, & un autre Arrêt du 31  
 Décembre 1612, rapportés tous dans le Recueil de  
 nos Libertés, chap. 21, nombres 5 & 6.

Si la Cour a jugé que les Evêques méritoient d'être  
 dépouillés du droit qui leur appartient de donner l'in-  
 stitution canonique, parce qu'ils avoient refusé d'user de  
 ce droit, à plus forte raison est-elle en droit de punir  
 les refus injustes des Sacremens, & spécialement du  
 Baptême, par la privation du droit qui appartient au  
 Curé, coupable de ces refus, d'être dans sa Paroisse  
 le Ministre ordinaire des Sacremens; mais comme il  
 n'est ni juste ni convenable que celui à qui ces refus  
 sont faits, soit privé de recevoir les Sacremens; de-  
 là la nécessité de commettre un Prêtre pour les lui admi-  
 nistrer. C'est à la Cour qu'il appartient de commettre en  
 pareil cas: Premièrement, parce qu'elle seule est à cet  
 effet éminemment la Dépositaire de la plénitude de l'Au-  
 torité Royale. Secondement, parce que l'unité du Sa-  
 cerdoce rendant l'administration des Sacremens une  
 dette dont tous les Pasteurs sont solidairement tenus  
 elle seule est en droit, malgré la distinction des Paroisses,  
 de contraindre tel des Pasteurs qu'elle choisit, à acquit-  
 ter la dette commune, qui est aussi la sienne propre. La  
 distinction des Paroisses n'a pas détruit cette solidité; tout  
 ce que cette distinction a produit se réduit à la nécessité  
 de s'adresser d'abord à son propre Pasteur pour lui de-  
 mander l'administration des Sacremens; mais lorsque le  
 Curé refuse sans cause légitime, alors le Particulier qui  
 souffre le refus doit recourir à l'autorité de la Cour à  
 qui appartient non-seulement de contraindre le Refu-



fant par saisie de son temporel, comme il est arrivé en 1632, à l'égard des Curés d'Amiens qui refusoient pendant la contagion, d'administrer les Pestiferés, & qui, après qu'ils furent rentrés dans leur devoir, obtinrent en Janvier 1633 main-levée de cette saisie par Arrêt de la Cour, rapporté au Journal des Audiences (a); mais même de commettre un autre Curé, & de lui donner territoire pour ce, même à perpétuité, comme il a été jugé par plusieurs Arrêts pour la Ville de Paris, ainsi qu'il est attesté dans le même Journal (b).

(a) Tome III.  
liv. IV. chap. I.  
page 361, édit.  
de 1687.

(b) *Ibid.*

*Délibéré à Paris le 15 May 1752.*

POTHOVIN D'HUILLET, TRAVERS.

